

L'axe Moïse Katumbi - Sindika Dokolo se met en place

Alternance 2017 : « Les Congolais debout », mouvement citoyen lancé depuis Londres

PAGE 3

N° 7089 du vendredi 11 août 2017

Prix : 3000 FC

Le Potentiel

Membre du réseau Médiat

35^{ème} année

Éditeur

GRUPE DE PRESSE



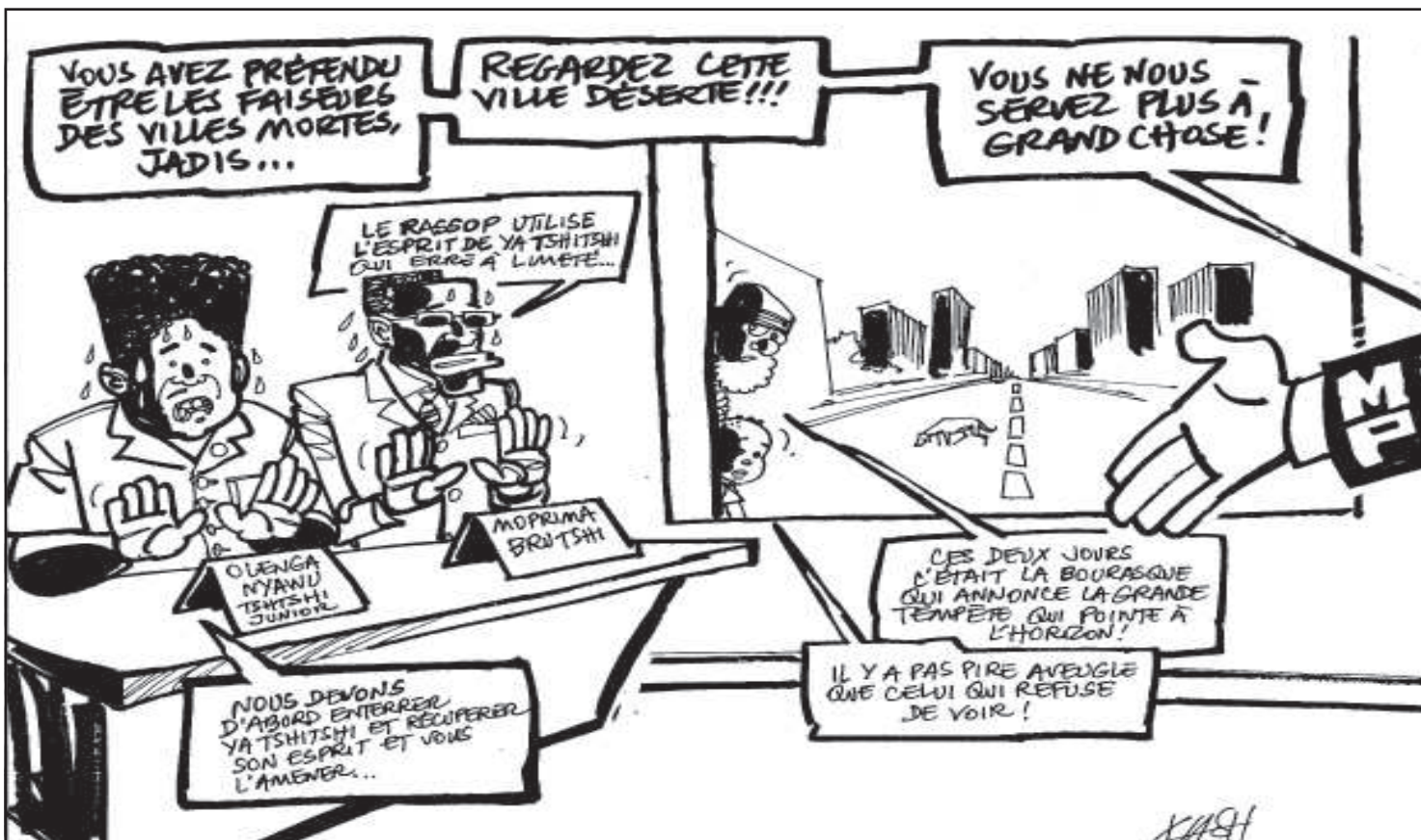
Siège social
873, av. du Bas-Congo,
Kinshasa - RD Congo

La passion d'informer sans passion

Succès des journées « villes mortes » des 8 et 9 août

G7 : « une alerte d'un peuple déterminé... »

P. 2



Sommaire

Politique

Le gouvernement, la Ceni et le CNSA appelés à évaluer instamment le processus électoral

PAGE 5

Économie

Entrepreneuriat féminin : un fond de plus d'un milliard USD mis à la disposition de la Banque mondiale

PAGE 6

Nation

Affrontements de lundi entre Police et BDK : Human Rights Watch dénombre 27 morts

PAGE 10

Dernière heure

Accès aux réseaux sociaux : le ministre des PT-NTIC annonce la levée « progressive » de la limitation

PAGE 16

À HAUTE VOIX

À l'assaut du peuple

LE POTENTIEL

La tension politique actuelle en République démocratique du Congo augure un avenir orageux. La Majorité et l'Opposition n'arrivent pas à résoudre le problème des Congolais.

(Suite à la page 2)

Calendrier électoral : l'OIF doit faire attention

PAGE 2

SUIVEZ RADIO 7 SUR 106.1 MHz

La RDC est un patrimoine commun à tous les Congolais

À haute voix

A l'assaut du peuple

(Suite de la page 1)

La question que l'on se pose actuellement est celle de savoir ce qui se passera au cas où il n'y aurait pas d'élection présidentielle avant la fin de cette année.

Après avoir intentionnellement ralenti la démarche pour organiser les élections comme prévu dans l'Accord du 31 décembre 2016, la Majorité et l'Opposition politique se rabattent maintenant sur le peuple pour tenter d'arracher d'eux une autre confiance.

Ce qui est certain, c'est que le peuple est fatigué d'interminables dialogues qui n'aboutissent absolument à rien. La population est actuellement avertie. Ne plus renouveler sa confiance, surtout aux politiques véreux qui, intentionnellement, l'ont sacrifiée pour leurs intérêts égoïstes. Le peuple doit reconquérir sa démocratie, car c'est lui qui a le dernier mot pour se sortir du trou de la misère.

À l'allure où vont les choses, il n'y a que deux possibilités : soit le président Kabila se maintient au pouvoir avec son armée ; soit le peuple se prend en charge pour mettre un terme à son régime. Il faut s'attendre à une crise importante dans un futur proche.

Face à cette difficulté, le peuple devra faire très attention aux discours démagogiques de ses leaders politiques. Le pouvoir en place, qui a largement échoué, cherchera à tout prix à gagner la confiance de ce pauvre peuple qui a souffert et continue à souffrir. Se ranger derrière ces leaders politiques, c'est précipiter, sans le savoir, sa mort. Le peuple ne doit jamais le perdre de vue.

Le pouvoir appartient au peuple. Il faut travailler uniquement pour les intérêts de ce peuple. Or, ce qui se passe actuellement, c'est tout le contraire. Des politiciens égoïstes vont revenir vers ce même peuple pour le dupper avec des discours pompeux. Le peuple devra être très vigilant pour contrer l'entreprise cynique de ces vendeurs d'illusion.

Succès des journées « villes mortes » des 8 et 9 août

G7 : « une alerte d'un peuple déterminé... »

Les deux journées « villes mortes » des 8 et 9 août ont été un succès sur toute la ligne. C'est le point de vue défendu par le G7, regroupement politique membre du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, dans une déclaration publiée hier jeudi. Qu'importe des analyses biaisées de la Majorité présidentielle et ses nouveaux alliés, le peuple a communiqué avec le Rassemblement. Pour le G7, au travers de ces « deux journées, le peuple congolais a, dans un parfait élan de solidarité, envoyé un « message clair et net » au pouvoir. Il se résume en quatre points, à savoir la publication d'un calendrier électoral par la CENI au plus tard le 31 août 2017 ; la convocation du corps électoral au plus tard le 30 septembre 2017 ; l'organisation des élections présidentielle, législatives nationales et provinciales avant le 31 décembre 2017 ; la décrispation du climat politique en République démocratique du Congo.

Contre toute attente, le mot d'ordre lancé par le Rassemblement de l'opposition piloté par le tandem Félix Tshisekedi et Pierre Lumbi a reçu un soutien unanime de la population. Dans sa déclaration, le G7 « salue le courage, la maturité politique et l'engagement dont fait preuve le peuple congolais dans la défense de son droit de vivre dignement dans un pays démocratique et respectueux des principes de la bonne gouvernance ».

Convaincu de la forte adhésion populaire à son combat pour l'alternance, le G7 note que « ces deux journées villes mortes sonnent comme une alerte d'un peuple déterminé qui entend régler son destin pacifiquement mais qui est à bout de patience et s'apprête à une résistance totale, face à la volonté manifeste de restaurer la dictature dans notre pays ».

Une fois de plus, le G7 appelle le pouvoir à revenir le plus rapidement possible à la raison en levant essentiellement tous les verrous qui plombent délibérément le processus électoral.

Dans tous les cas, le G7 n'attend pas relâcher la pression. Il promet plutôt de la durcir en conscientisant davantage la population. « Tant que le pouvoir restera sourd à cette alerte, le G7 invite toutes les forces vives de la nation, associations de la Société civile, associations de la jeunesse, associations des femmes, associations de droits de l'Homme, syndicats, mouvements citoyens..., à une plus grande mobilisation à travers nos villes et nos villages autour des actions pacifiques de résistance et de désobéissance civile programmées par le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement dans sa feuille de route afin de faire échec à la dictature et pour éviter le chaos à notre pays ».

Ci-dessous, l'intégralité du communiqué de presse du G7, signé hier jeudi par son président Pierre Lumbi.

LE POTENTIEL

Communiqué de presse du G7

Malgré sa situation de précarité qui le maintient dans des conditions inhumaines de survie quotidienne, le peuple congolais a répondu massivement au mot d'ordre du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement d'observer deux journées villes mortes le 8 et le 9 août 2017, au prix de durs sacrifices sur toute l'étendue du territoire national.

Le G7 salue le courage, la maturité politique et l'engagement dont fait preuve le peuple congolais dans la défense de son droit de vivre dignement dans un pays démocratique et respectueux des principes de la bonne gouvernance.

Il s'agit là d'un message clair et net des Congolaises et Congolais, dans leur grande majorité, qui expriment leur adhésion à la

Feuille de Route du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement qui, conformément à l'Accord du 31 décembre 2016, exige :

1. La publication d'un calendrier électoral par la CENI au plus tard le 31 août 2017 ;
2. la convocation du corps électoral au plus tard le 30 septembre 2017 ;
3. l'organisation des élections présidentielle, législatives nationales et provinciales avant le 31 décembre 2017 ;
4. La décrispation du climat politique en République démocratique du Congo.

Au-delà de ces revendications politiques, ces femmes et ces hommes viennent d'exprimer, non seulement leur soif de liberté, mais aussi le besoin ardent d'une alternance politique, porteuse d'une véritable alternative à

la misère, aux salaires médiocres, au chômage, au désespoir des jeunes, à la corruption, aux violations massives des droits de l'homme, à l'insécurité, à l'arbitraire ; bref, à la dictature et à la tyrannie.

Ces deux journées villes mortes sonnent comme une alerte d'un peuple déterminé qui entend régler son destin pacifiquement mais qui est à bout de patience et qui s'apprête à une résistance totale, face à la volonté manifeste de restaurer la dictature dans notre pays.

Tant que le pouvoir restera sourd à cette alerte, le G7 invite toutes les forces vives de la nation, associations de la société civile, associations de la jeunesse, associations des femmes, associations de droits de l'homme, syndicats, mouvements citoyens..., à une plus grande

mobilisation à travers nos villes et nos villages autour des actions pacifiques de résistance et de désobéissance civile programmées par le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement dans sa feuille de route afin de faire échec à la dictature et pour éviter le chaos à notre pays.

Enfin, le G7 saisit cette occasion pour présenter ses condoléances les plus attristées aux familles éprouvées lors des prétendues manifestations des adeptes de Bundu dia Mayala organisées le lundi 7 août 2017 et exige qu'une enquête indépendante soit ouverte pour sanctionner les commanditaires.

Kinshasa, le 09/08/2017.

Pour le G7
Le Président
Pierre Lumbi Okongo

Calendrier électoral : l'OIF doit faire attention

La Commission électorale nationale indépendante s'apprête à publier le calendrier en vue des élections conformément à l'Accord du 31 décembre 2016. Mais, l'entendement diffère selon que l'on est acquis à un report permanent au gré des humeurs de la majorité ou selon qu'on se retrouve dans le camp de ceux soutiennent la tenue d'élections dans le délai convenu. Dans ce jeu dangereux de cache-cache, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui a accepté d'offrir son expertise en la matière, doit savoir qu'elle joue sa crédibilité en RDC et auprès des citoyens francophones de la planète. Des pièges sont déjà tendus.

LE POTENTIEL

Le G7 ne pensait pas si bien faire en invitant l'ONU à

garantir la bonne observation du calendrier électoral. Cet appel a permis de sortir la Majorité présidentielle du bois, livrant ainsi ses vraies intentions qui consistent à favoriser soit la publication d'un calendrier qui prévoit des scrutins le plus tard possible donc ne respectera pas l'Accord de la Saint-Sylvestre ou encore celui qui portera les germes

des reports à répétition.

C'est dans cette logique que de plus en plus, il est fait état de la tenue de la réunion tripartite gouvernement-Ceni-CNSA. Cette tripartite aura pour mission de décider puis d'annoncer qu'il ne sera pas possible de tenir les élections en décembre 2017.

(Suite à la page 3)

L'axe Moïse Katumbi – Sindika Dokolo se met en place

Alternance 2017 : « Les Congolais debout », mouvement citoyen lancé depuis Londres

L'homme d'affaires congolais et gendre du président angolais José Eduardo dos Santos a lancé, hier jeudi, à Londres, un nouveau « mouvement citoyen » pour « sauver la RDC en 2017 ». Sa dénomination : « Les Congolais debout ». À travers ce mouvement, c'est l'axe Moïse Katumbi – Sindika Dokolo qui se met en place, avec pour principal objectif de contraindre le pouvoir en place à Kinshasa à dégager la voie qui mène à l'alternance.

Comme le général Charles De Gaulle pendant l'occupation de la France par le pouvoir nazi, c'est à Londres, ville symbole de la résistance, que Sindika Dokolo, riche homme d'affaires congolais résident en Angola, a choisi de lancer, hier jeudi 10 août, un nouveau mouvement citoyen, « Les Congolais debout ». Avec ce mouvement, Sindika Dokolo, profondément engagé dans la cause de la RDC, attend mobiliser plus de monde autour de lui en vue de susciter un nouvel espoir pour le peuple congolais et son pays, la République démocratique du Congo.

Dans une vidéo de lancement, largement diffusée sur les réseaux sociaux, Sindika Dokolo apparaît sur fond blanc, et avec une musique allant crescendo comme le rapporte Jeune Afrique. Dans cette vidéo de deux minutes taillée, Sindika Dokolo fixe les priorités de son mouvement. « Si, comme nous, vous pensez que la RDC souffre d'avoir été trahie par ses dirigeants, devenez un Congolais debout », clame-t-il encore.

« L'objectif, précise-t-il, est de créer un mouvement non-violent capable de conscientiser les Congolais, explique Cédric Mala, un de ses coor-

donneurs, qui apparaît dans la vidéo. À terme, nous organiserons des manifestations pacifiques et des sit-in à Kinshasa ». Le mouvement a mis en ligne une plateforme pour recueillir les adhésions. « Nous comptons nous appuyer sur notre maîtrise des nouvelles technologies et du marketing en ligne », ajoute Cédric Mala.

Ce mouvement se veut ouvert aux membres de tous les partis politiques et à toutes les organisations de la société civile. Sur la vidéo de lancement, on peut notamment reconnaître le député d'opposition André-Claudel Lubaya ou encore l'abbé Joseph Lukelu.

L'AXE KATUMBI – DOKOLO SE PRÉCISE

Très proche de Moïse Katumbi, candidat déclaré à la prochaine présidentielle, Sindika Dokolo déploie depuis un temps une grande activité pour mobiliser autant les Congolais que le monde sur le drame congolais. L'afflux des réfugiés congolais, fuyant les troubles dans le Grand Kasai, ont servi de déclic à son engagement citoyen.

Avec le lancement de ce mouvement citoyen, Sindika Dokolo s'inscrit désormais dans la dynamique



créée par d'autres mouvements citoyens, tels que Lucha (Lutte pour le changement) et Filimbi (sifflet en swahili), qui l'ont précédé sur cette voie. Pour l'instant, son entourage écarte toute motivation politique derrière l'action initiée depuis Londres. Seul compte ce jour, confirme-t-on dans ses rangs, l'engagement pour un avenir meilleur de la RDC.

Sindika Dokolo est, depuis le début de l'année 2017, ouvertement critique envers le président Joseph Kabila, dont le dernier mandat constitutionnel a expiré en décembre 2016, sans que des élections n'aient été organisées pour lui désigner un successeur.

Il est également l'époux d'Isabel dos Santos, considérée comme la femme la plus riche d'Afrique. Fille du

président angolais José Eduardo dos Santos, elle dirige la société pétrolière d'Etat Sonangol. Mais Sindika Dokolo assure que son militantisme se fait indépendamment de sa famille. Il ne cache pas, en revanche, sa proximité avec l'homme d'affaire et opposant Moïse Katumbi, candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle congolaise.

Ce n'est pas la première initiative du genre en RD Congo : les mouvements citoyens Lucha, fondée à Goma, et Filimbi, créé à Kinshasa, tentent déjà de mobiliser les Congolais dans une mouvance non-partisane pour mettre la pression sur le pouvoir. Confronté à la répression des autorités, ils ont pour l'instant eu un succès limité.

JEUNE AFRIQUE/LP

Calendrier électoral : l'OIF doit faire attention

(Suite de la page 2)

Les déclarations des uns et des autres sont claires à ce sujet. Corneille Nangaa, le président de la Ceni avait fait la déclaration tendant à indiquer qu'il n'était pas possible d'organiser des élections en 2017. Cette tendance qui était déjà adoptée par le dialogue de la cité de l'Union africaine (UA) prévoyait d'autres « glissements ». Des simulations de la Ceni et le chronogramme d'activités de la centrale électorale repoussait la présidentielle, particulièrement, vers fin 2019. Ne serait-on pas déjà dans la phase de la mise en application de ce projet là ? A voir comment les choses évoluent, on n'est pas loin d'accorder quasiment un mandat sans élections aux actuels animateurs des institutions dont le bail a pris totalement fin. Le maintien par défi et par des stratagèmes mettant consciemment ou inconsciemment des institutions comme la Ceni à contribution produit des résultats éphémères qui, à la longue, ne serviront les intérêts de personne.

C'est dans cet ordre d'idées que l'OIF qui accompagne la Ceni dans cette démarche de l'élaboration du calendrier électoral devra avoir en



permanence à l'esprit que ses partenaires tenteront de se servir de sa crédibilité pour asseoir leur projet. Si l'OIF donne sa caution à un calendrier qui violerait l'Accord du 31 décembre 2016, il est clair qu'elle aura volontairement opté pour le choix du glissement. Sa crédibilité sera entamée aux yeux des Congolais.

Seules les options techniques devront guider l'OIF, tenant compte de la position de la classe politique congolaise entérinée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Point n'est question de procéder autrement au risque de

plonger le pays dans le chaos.

En refusant la garantie de l'ONU sur la bonne exécution du calendrier électoral au nom de la souveraineté, la Majorité ne fait pas de mystère de sa volonté de ne pas respecter ce calendrier, s'il va dans le sens de suivre le compromis du 31 décembre 2016. La mauvaise foi manifeste de la famille politique du chef de l'Etat est telle que ne peut participer aux festins que celui qui se serait prémuni de très longues fourchettes ou d'un imperméable afin de s'éviter de se retrouver roulé dans la farine. Le chef

de l'Eglise catholique, le pape François, ou encore les évêques prodigueront le même conseil à l'OIF.

Pour se préserver, le calendrier à sortir avec le concours de l'OIF ne doit pas être celui qui traîne dans les tiroirs de la Ceni. Des langues hostiles à la centrale électorale allèguent que ce calendrier serait l'œuvre de la MP que les membres de la Ceni ne feront qu'exécuter. Les dirigeants de la Ceni ont également l'opportunité historique de démontrer à la face du monde qu'ils sont réellement indépendants de la MP. Ils seront ainsi blanchis de l'opprobre qui plane sur eux.

La confiance n'existant plus entre les parties, la certification du calendrier par l'ONU aurait eu le mérite de mettre tout le monde à l'aise que le prétexte du financement n'existerait plus puisque gouvernement et bailleurs de fonds se seraient engagés devant l'ONU. La question qui aurait dû intriguer l'OIF est celle de comprendre l'ambiguïté de la position de la MP et de la Ceni qui saluent unanimement l'accompagnement de l'OIF, mais brandissent la souveraineté et l'indépendance de l'ONU dans la garantie à apporter à un simple calendrier.

Nord-Kivu : le gouvernement et la Monusco lancent cinq projets de stabilisation pour trois entités

En vue de faire face à l'insécurité grandissante et de lutter contre les violences basées sur le genre dans la province du Nord-Kivu, le gouvernement et la Monusco lancent cinq projets visant à stabiliser trois entités.

HERVÉ NTUMBA

Le gouvernement provincial du Nord-Kivu, la Mission des Nations unies pour la stabilisation du Congo (Monusco) et autres partenaires ont lancé, mercredi 9 août à Kitshanga, cinq projets visant à stabiliser trois entités des territoires de Rutshuru, Walikale et Masisi.

Les entités ciblées sont: Bashali, dans le Masisi, Bwito dans le Rutshuru et la zone de Pinga, dans le Walikale. Parmi les projets prévus pour ce programme de stabilisation, figurent la gestion des conflits fonciers, la restauration de la cohésion sociale entre communautés locales, la réinsertion socio-économique et la prévention des violences basées sur le genre.

D'après le vice-gouverneur, Feller Lutahichirwa, la zone de Kitshanga est choisie prioritairement, parce qu'elle a été affectée par plusieurs épisodes de guerres et la zone demeure encore instable. Dans cette logique, il a précisé « qu'il y a encore beaucoup de groupes armés dans les environs. Il y a la criminalité qui bat son plein. En 2008-2009, Kitshanga était même le siège du CNDP. Quand on se souvient de tous ces événements, nous pensons que, Kitshanga



Le bureau du district de la Police nationale congolaise réhabilité à Rutshuru (Nord-Kivu) dans le cadre des projets à impact rapide de la Monusco.

merite une attention particulière au niveau de la stabilisation ».

À noter que ce programme est piloté par la Monusco et le gouvernement congolais.

Les projets sont exécutés par au moins deux consortiums des ONG

internationales et agences spécialisées des Nations unies. Pour amener la population locale à s'approprier ces projets, une journée porte-ouverte est prévue sur place à Kitshanga.

Par ailleurs, un convoi de plusieurs véhicules, escorté par des mili-

itaires, a été attaqué mercredi 9 août matin par des bandits armés, sur la route Vitshumbi - Kibirizi, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

Interrogé à ce sujet, la Société civile de Vitshumbi a indiqué que deux personnes sont mortes : un soldat FARDC et un bandit. Quatre personnes sont blessées, indique Radiookapi.net. Hormis cette attaque, il est à noter aussi qu'un groupe des bandits armés a attaqué le convoi de quatre véhicules, transportant des passagers ainsi que des marchandises à destination de Kibirizi et Kiwanja, dans le territoire de Rutshuru.

Ce convoi, indique la même source, était escorté par cinq soldats FARDC, qui étaient sur la moto. Selon les rescapés de cette attaque, des hommes armés ont surgi de la brousse et ont visé d'abord les militaires. Le chef du convoi, un lieutenant, touché par une balle, est mort sur place. Un autre soldat et trois civils ont été blessés, indique la Société civile de Vitshumbi.

Ces hommes armés n'ont pas pillé les passagers, mais ils ont plutôt enlevé deux motocyclistes avant de disparaître dans la forêt, rapporte un des rescapés. Une partie du convoi a toutefois poursuivi son chemin jusqu'à Kibirizi et Kitshanga.

C'est dire que ces cinq projets connaîtront un impact visible, dans la mesure où ils vont restaurer la cohésion sociale entre les communautés locales, la réinsertion socio-économique et la prévention des violences basées sur le genre.

Cinq questions à Thomas Luhaka (*)

1. Aujourd'hui, on se rend compte que le tableau que représente notre police ou notre armée est noir. Qu'en dites-vous ?

Non, je pense que dans ce que je viens d'entendre, il y a peu de vrais, mais beaucoup d'exagérations. Par exemple! Lorsqu'on parle de l'apolitisme, l'armée doit être apolitique. Il faut comparer. Les gens doivent savoir que les Forces armées zairoises préféreraient prêter serment de mourir pour le Maréchal Mobutu. C'est ça la politisation, mais aujourd'hui on ne connaît plus ce phénomène. Contrairement à cette époque-là, les militaires versaient leurs sangs pour un individu (le Maréchal). Quand on dit que l'armée n'est pas apolitique, il faudrait qu'on relativise. Nous avons quand même évolué, nous sommes allés très en avant. Deuxième élément de l'apolitisme de l'armée: est-

ce que les gens se souviennent encore de l'époque de Mobutu, que notre armée était-elle membre d'un parti politique de MPR ? Aujourd'hui cette armée-là fait partie de quel parti politique ? Donc, il faudrait nuancer un peu. Aujourd'hui, sur 145 territoires qui constituent le Congo, la grande majorité des territoires vivent en paix. Ils sont protégés par la police et notre armée. C'est une vérité. Je viens de faire le tour de la province orientale, je vous assure que les gens vivent dans la quiétude. A part l'Ituri avec les Mbororo et quelques territoires. Mais aujourd'hui, on ne peut pas comparer la RDC avec la Somalie, ni avec la Lybie. Donc, quand on parle de l'insécurité, il ne faut pas qu'on donne l'impression à l'extérieur que c'est invivable, la RDC est devenue la Lybie ou la RDC ressemble à la Somalie. C'est faux !

2. Effectivement, on peut



dire qu'il y a la politique de deux poids et deux mesures dans la gestion de l'ordre public ?

Il ne faut pas tout politiser. Nous savons comment ça fonctionne « les villes mortes », l'opposition lance des tracts pour faire peur aux populations. « Protège ton véhicule et protège tes enfants ». Donc, celui qui va sortir, on va l'agresser. Ce n'est pas normal ! Si vous êtes vraiment collé à la population, vous ne pouvez pas la terroriser. On a vu ce qui s'est passé lundi, il y a eu des incidents.

3. Il n'y a pas longtemps que la PNC a présenté Ben

Tshimanga comme l'auteur des troubles. D'après vous, qui ont commis les incidents du lundi ?

Je ne suis pas dans le processus d'enquête. Donc, je ne peux pas aujourd'hui affirmer de telles choses. Mardi, on a créé une psychose dans la ville de Kinshasa, il y a eu des morts. On parle même de 12 morts. Le mardi, les gens n'étaient pas sortis de chez eux. Pour cela, l'opposition a crié victoire. Avec cet incident, je ne pense pas que la MP peut tuer ses propres policiers.

4. D'après vous, c'est l'opposition qui a causé de tels incidents ?

Les enquêtes sont en cours. L'opposition a créé une psychose le lundi, le mardi les gens avaient peur de sortir. On passe dans des médias pour dire qu'elle a gagné. Pour elle, c'est elle qui gère la population ! Est-ce qu'on peut

dire que le mercredi cette ville morte a-t-elle réussi ? Non ! Car la circulation a été normale. C'est pourquoi, le gouvernement a pris des dispositions pour déployer les éléments de la police en vue de sécuriser la population.

5. L'opposition accuse la MP de créer des incidents pour prolonger la tenue des élections en 2017. Qu'en dites-vous ?

C'est parfois contradictoire ! Les gens veulent aller aux élections, en même temps, ils posent des actes qui entrent en contradiction. Celui qui veut réellement qu'on aille aux élections, il va demander qu'on accélère le processus d'enrôlement. Pas qu'on arrête. C'est ce qui s'est passé avec les villes-mortes. On a stoppé les enrôlements.

TIRÉES DE RADIOOKAPI.CD

(*) MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le gouvernement, la Céni et le CNSA appelés à évaluer instamment le processus électoral

La publication d'un calendrier électoral consensuel préoccupe le Mouvement des réformateurs libéraux. Cette formation politique attend ainsi du gouvernement, de la Céni et du CNSA une évaluation urgente du processus électoral pour que l'opinion soit fixée sur les derniers contours devant mener à la tenue des élections démocratiques et apaisées.

P.M.

Publier, le plus tôt possible, un calendrier électoral consensuel et réaliste pour des élections démocratiques dans un environnement apaisé, c'est l'appel lancé par le Mouvement des réformateurs libéraux (MRL) à la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Cette dernière devra ainsi s'employer dans la synergie d'action avec le gouvernement et le conseil national de suivi de l'Accord de la Saint-Sylvestre (CNSA). C'est pour évaluer le processus électoral, a fait savoir le président du MRL, le député national Patrick Kakwata, hier jeudi 10 août à Kinshasa.

Selon lui, au-delà des actions politiques, une vigilance s'impose. C'est ce qui explique l'appel au calme qu'il a lancé à la population avant de souligner la nécessité pour la Céni de fixer définitivement les derniers con-



tours des élections. Ce qui mettra fin aux tergiversations. « Le gouvernement, la Céni et le CNSA doivent fixer l'opinion tant nationale qu'internationale sur les avancées autour de la

constitution du fichier électoral et les obstacles rencontrés afin de proposer le plus tôt possible un calendrier électoral consensuel et réaliste qui conduirait la nation vers des élections

démocratiques, libres et transparentes dans un environnement que nous voulons apaiser », a-t-il déclaré.

Auparavant, le président du MRL a procédé à l'investiture du nouveau secrétaire général adjoint de son parti, John Omombo. Ce dernier occupait jusque-là les fonctions de délégué spécial du président national du MRL. Il s'agit d'une restructuration, a indiqué Patrick Kakwata, qui tient compte des enjeux et des défis qui caractérisent le contexte politique en République démocratique du Congo.

Pour rappel, la RDC est agitée actuellement par des nombreuses inquiétudes et tensions entourant l'organisation de son cycle électoral. Il s'agit du troisième cycle depuis l'adoption de la nouvelle Constitution en 2006, et qui devait initialement démarrer en 2014 et conduire à l'organisation des élections en décembre 2016.

Synode national électif : vers un nouveau leadership de l'Église du Christ au Congo

P.M.

L'Église du Christ au Congo est une fois de plus à un tournant décisif de



La cathédrale du Centenaire protestant à Kinshasa.

son histoire. Après le révérend Dr. Pierre Shaumba et le révérend Dr. Bokeleale, c'est au tour de Mgr Marini Bodho de passer le bâton de commandement à un successeur. C'est en tout cas, dans cet esprit que devra se tenir à Kinshasa, du 14 au 19 août prochain, le Synode électif national de l'Église du Christ au Congo.

Pour ce rendez-vous, le Conseil exécutif national restreint de l'Église du Christ au Congo est en réunion depuis hier jeudi 10 août. Il s'agit d'une session extraordinaire avant la convocation du synode à Kinshasa. A ce sujet, les membres du Comité exécutif restreint vont devoir aplanir et statuer sur la nécessité de la tenue de ce rendez-vous historique de l'ÉCC qui intervient normalement tous les six ans.

LES ATTENTES

Nicolas Gogol, l'écrivain russe d'origine ukrainienne disait que « la voix du peuple est la voix de Dieu ». Interrogé sur les attentes de ce synode, des fidèles protestants espèrent voir de cette élection un nouveau leadership réformiste au sein de l'Église, qui puisse marcher sur les traces de feu révérend Dr. Bokeleale. Aussi, attendent-ils du nouveau représentant légal de l'ÉCC, de porter haut et véritablement le reflet des vraies aspirations du peuple de Dieu.

C'est surtout pour corriger les déceptions au regard de la passivité et du laxisme dont fait preuve l'Église du Christ au Congo sur certaines questions, notamment politiques qui touchent directement les conditions socio-économiques du peuple congolais qui devrait être au centre de son attention.

Aussi, les fidèles invitent les électeurs du nouveau père de l'Église du Christ au Congo, à dénicher la personne providentielle qui s'inscrira dans la logique de celui qu'ils qualifient tous de bâtisseur de l'ÉCC, le Rév. Dr. Bokeleale, au regard de ces nombreuses prouesses réalisées en faveur de l'Église, de ses fidèles et de la République démocratique du Congo.

Pour rappel, les textes statutaires disposent, pour le président, d'un mandat de six ans, indéfiniment renouvelable par le biais du synode et limitent à soixante-quinze (75) ans, l'âge de celui qui doit diriger l'Église.

Aujourd'hui, Mgr Marini Bodho qui préside aux destinées de l'Église depuis 1998, a dépassé le seuil de 75 ans. Au terme de son deuxième mandat en 2010, il n'a pas pu convoquer le synode qui devait le reconduire ou élire son successeur. C'est aux termes d'une résolution spéciale prise par le Comité exécutif national restreint en son temps, qu'il a pu se maintenir à la direction de l'ÉCC.

illicocash
My phone is my bank

Avec l'application **Illico Cash**, gérez l'intégralité de vos comptes depuis votre téléphone portable. Consulter ses comptes, effectuer un paiement, transférer de l'argent et recharger ses unités téléphoniques n'aura jamais été aussi simple.

Disponible sur **Google play** et **App Store**

RAWBANK
is my bank.

www.illicocash.com

CALL CENTER: +243 99 60 16 300 / FREE NUMBER: 4488

Entrepreneuriat féminin : un fond de plus d'un milliard USD mis à la disposition de la Banque mondiale

A l'initiative des Etats-Unis, un fonds de plus d'un milliard Usd a été créé et confié à la Banque mondiale. Ce dispositif devra servir à accroître l'accès de la gent féminine au financement dans le pays en développement. C'est en marge du sommet de G20 tenu en juillet dernier en Allemagne que ce nouveau dispositif a été lancé. La RDC ne devrait pas être à l'écart de cette initiative qui est susceptible de bénéficier à plusieurs femmes entrepreneuses congolaises en manque de financement dans leurs projets économiques.

AMK

C'est la Banque mondiale qui gère le nouveau dispositif visant à mobiliser plus d'un milliard de dollars pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin et aider à accroître l'accès des femmes des pays en développement aux financements, marchés et réseaux dont elles ont besoin pour assurer le démarrage et la prospérité de leurs entreprises. C'est en marge du sommet du G20 à Hambourg, en Allemagne, que les pays industrialisés ont donné leur assentiment à ce dispositif initié par les Etats-Unis. « Cet incroyable dispositif aura un impact énorme sur le développement économique des femmes dans le monde », avait déclaré le président des Etats-Unis Donald Trump. « Il contribuera à créer davantage de possibilités et à stimuler la croissance économique, notamment en aidant à lever les obstacles uniques auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs. Je suis fier de la contribution des Etats-Unis à conduire les efforts qui sous-tendent cette initiative sans précédent ».

Le dispositif vise à faire jouer l'effet de levier des financements des donateurs – d'un montant actuel de plus de 325 millions de dollars – pour déblo-

quer plus d'un milliard de dollars auprès des institutions financières internationales et des banques commerciales, en faisant appel à des intermédiaires financiers, des fonds et d'autres acteurs du marché.

Les Etats-Unis et l'Allemagne ont invité le Groupe de la Banque mondiale à mettre ce dispositif sur pied en raison de sa longue expérience, de ses réalisations et de son important programme dans les domaines de l'apprentissage et de l'innovation. L'initiative bénéficiant d'un soutien solide des donateurs, notamment l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, l'Australie, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, le Danemark, les Emirats arabes unis, les Etats-Unis, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, le Groupe de la Banque mondiale a pu le concevoir et le soumettre à l'approbation de son Conseil d'administration au cours de la présidence allemande du G20.

VAINCRE LES OBSTACLES À L'ENTREPREUNARIAT FÉMININ

« La rapidité avec laquelle la communauté internationale s'est mobilisée en faveur de cette nouvelle initiative est tout à fait remarquable ; le résultat obtenu a dépassé nos objectifs de près

de 100 millions de dollars », s'était félicité le président la banque mondiale, Jim Yong Kim. « C'est non seulement la preuve qu'il est important d'accroître la démarginalisation économique des femmes mais aussi le signe que nous disposons de plus de ressources pour aider les femmes à démarrer des entreprises et les faire prospérer. Nous remercions le président Donald Trump, la chancelière Angela Merkel et Ivanka Trump d'être d'ardents défenseurs de ce dispositif de financement et de la cause des femmes entrepreneurs en général », pense M. Kim.

Le dispositif de financement We-Fi s'appuie sur les succès passés et actuels des programmes de la Banque mondiale et s'efforce d'élargir les perspectives, en soutenant les entreprises féminines très en amont pour favoriser leur croissance et en débloquent l'accès aux capitaux et aux services d'assurance. Dans le même temps, le dispositif de financement entend étayer des interventions complémentaires du secteur public qui confortent l'environnement des affaires et élargissent les débouchés commerciaux pour les femmes chefs d'entreprise.

Le présent dispositif se distingue des initiatives actuelles en ce qu'il représente une plateforme permettant de mettre en cohérence des réformes nationales et des investissements privés, de s'appuyer sur ce qui marche pour appliquer les leçons de l'expérience en matière de démarrage et de promotion d'entreprises détenues ou dirigées par

des femmes, de rassembler des donées clés auprès des secteurs public et privé sur les femmes entrepreneurs et leurs entreprises et de soutenir l'innovation et l'apprentissage pour obtenir des résultats sur une grande échelle.

Les femmes entrepreneurs se heurtent à de nombreux obstacles pour financer, acquérir et faire prospérer une activité : accès limité au capital et à la technologie, absence de réseaux et manque d'accès à l'information, freins juridiques et politiques à la détention et à la création d'entreprises.

Le dispositif We-Fi s'emploiera à démanteler les obstacles à l'accès au crédit et à offrir des services complémentaires, comme des activités de renforcement des capacités, un accompagnement en matière de réseautage et de mentorat ou encore des opportunités pour évoluer sur les marchés intérieurs et internationaux, tout en s'attachant à améliorer l'environnement des affaires pour les PME détenues ou dirigées par des femmes dans les chaînes d'approvisionnement des pays en développement.

L'accès aux services financiers constitue l'un des principaux obstacles à l'entrepreneuriat féminin. Près de 70% des PME détenues par des femmes dans les pays en développement sont exclues par les établissements financiers ou ne sont pas en mesure de recevoir des services financiers assortis de conditions adéquates pour satisfaire leurs besoins.

L'ONU insiste sur la nécessité d'investir dans le développement pour garantir la paix en RDC

AMK

La vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina J Mohammed, a rendu compte hier jeudi au Conseil de sécurité de la mission qu'elle a effectuée au Nigeria et en République démocratique du Congo, du 19 au 27 juillet dernier, rapporte un.org. Cette mission était « la première en son genre » puisqu'elle était centrée exclusivement sur la problématique des femmes, de la paix, de la sécurité et du développement.

« Nous étions quatre Africaines, en déplacement dans deux pays, avec un objectif : promouvoir la paix en promouvant l'égalité, l'autonomisation et le bien-être des femmes », a déclaré Mme Mohammed qui était accompagnée dans sa mission par la directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka (sud-africaine), de la représentante spéciale de l'ONU pour la violence sexuelle dans les conflits, Pramila Patten (mauritanienne), et de l'envoyée spéciale de l'Union africaine (UA) sur les femmes, la paix et la sécurité, Bineta Diop (Sénégalaise).

La mission menée par la vice-secrétaire générale a également permis d'approfondir le partenariat entre l'ONU et l'UA dans la perspective de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 « L'Afrique



La vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina J Mohammed, lors de son voyage en Afrique

que nous voulons ».

Dans son exposé au Conseil, Mme Mohammed a souligné que le Nigeria et la RDC ont de faibles niveaux de participation des femmes à la vie politique et se heurtent à des conflits caractérisés par des niveaux élevés de violences sexuelles. « En RDC, la violence sexuelle est généralisée. Dans le Nord du Nigeria, les enlèvements, les mariages forcés et l'utilisation des femmes pour commettre des attentats suicides ont de lourdes conséquences et, dans les camps, l'exploitation sexuelle, y compris sous la forme de nourriture contre des fauves sexuelles, est une nouvelle tendance alarmante », a-t-elle relevé.

BESOIN D'ASSISTANCE

Mme Mohammed a également fait observer que le Nigeria et la RDC se heurtaient tous deux à de graves crises humanitaires. Au Nigeria, un conflit de huit ans dans le Nord-est

du pays a suscité un risque de famine et provoqué le déplacement de 1,9 million de personnes et elles sont 8,5 millions à dépendre désormais d'une assistance.

En RDC, sept millions de personnes ont besoin d'assistance et 3,8 millions sont déplacées : « Il s'agit de la population déplacée la plus nombreuse en Afrique et l'une des pires situations au monde », a précisé la vice-secrétaire générale. A ces circonstances, s'ajoutent un facteur aggravant, celui de l'insuffisance des ressources disponibles pour la communauté humanitaire dans ses efforts pour répondre à ces crises, malgré les engagements pris lors de la Conférence d'Oslo. Au-delà des besoins immédiats, des solutions politiques intégrées au niveau régional seront nécessaires dans la mesure où ces deux crises sont enracinées dans les conflits, la pauvreté et les défis politiques, a préconisé Mme Mohammed.

LE DÉVELOPPEMENT DÉCOULE DE LA PAIX

En RDC, Mme Mohammed a souligné que la situation était à la fois complexe et fragile, marquée par des violences perpétrées à la fois par des acteurs étatiques et non étatiques, qui sont également responsables de trafic illicite de ressources naturelles et de tensions politiques. L'instabilité politique risque de s'approfondir sous peine d'une mise en œuvre intégrale de l'Accord conclu le 31 décembre 2016, a observé Mme Mohammed. Elle a appelé aux parties que l'ONU était prête à les soutenir à cet égard.

Evoquant l'avenir des femmes de Goma, alors que le camp de personnes déplacées qui s'y trouve vient d'être fermé, la vice-secrétaire générale a dit avoir été informée que l'ONU n'avait pas les moyens ou la capacité de passer d'une phase d'assistance humanitaire à une phase de soutien aux communautés de réinsertion.

« Nous pouvons bien philosopher sur les liens existant entre l'aspect humanitaire et le développement, sans les fonds nécessaires à ces deux piliers simultanément et un véritable investissement dans le relèvement précoce, nous ne pourrions pas garantir une paix durable ni prévenir des violences fondées sur le genre », a prévenu la vice-secrétaire générale de l'ONU.

L'allaitement maternel renforce le lien affectif entre la mère et l'enfant

L'allaitement au sein présente des avantages sur les plans cognitif et sanitaire aussi bien pour le nourrisson que pour la mère.

VÉRON K.

La Semaine mondiale de l'allaitement maternel a vécu. L'événement a été organisé du 1^{er} au 7 août en République démocratique du Congo.

Au cours d'un briefing, il a été relevé que l'allaitement maternel donne aux nourrissons le meilleur départ possible dans la vie. Il ne pèse pas sur le budget des familles et permet à tous les enfants d'avoir accès à une alimentation gratuite et adaptée.

Investir en faveur de l'allaitement maternel va permettre de sauver la vie des milliers d'enfants de moins de cinq ans et pourrait générer des gains économiques grâce à la réduction des maladies et frais de santé et à la hausse de productivité ainsi obtenue.

En termes d'avantages, l'allaitement maternel offre à l'enfant un bon départ dans la vie grâce à un bon développement du cerveau. Il augmente le quotient intellectuel ; contient le colostrum (premier vaccin) ; apporte tous les éléments nutritifs et de l'eau (87%) ; renforce le système immunitaire contre les maladies ; contribue à la prévention de la diarrhée et de la pneumonie, deux causes majeures de mortalité chez les nourrissons ; permet une croissance et un développement harmonieux du nourrisson, empêchant ainsi le retard de croissance, manifestation évidente de la malnutrition chronique ;



protège contre l'obésité, la malnutrition ; renforce le lien affectif entre la mère et l'enfant.

Pour la mère, l'allaitement maternel facilite l'expulsion du placenta et réduit les risques d'hémorragie après l'accouchement ; constitue une méthode contraceptive efficace à plus de 98% pendant les 6 premiers mois, à condition qu'il soit exclusif ; réduit le risque de cancer des ovaires et du sein, deux principales causes de mortalité chez les femmes.

Pour la famille, l'allaitement maternel évite les dépenses liées à l'achat du lait artificiel ; réduit les frais médicaux liés aux maladies ; confère le

bien-être social dû à l'absence de maladies ; supprime les stress et les émotions dus aux maladies.

Pour la communauté, l'allaitement maternel réduit les maladies infantiles et de la mortalité materno-infantile ; réduit les charges pour le système de santé ; augmente la force productive et le capital humain.

Chaque dollar américain investi dans l'allaitement génère environ 35 dollars américains de rendement économique pour un pays, grâce à la réduction des maladies et des frais de santé.

L'allaitement maternel n'est donc pas seulement l'affaire des fem-

mes, mais il nécessite l'encouragement et le soutien de tous, à savoir les pères, membres de famille, la communauté, les agents de santé, les leaders politiques, administratifs, religieux et sociaux, les médias, les employeurs, les décideurs, etc.

D'où, il est recommandé l'engagement de tous à protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel afin de contribuer à améliorer les objectifs de développement durable ODD 2 (nutrition), ODD 3 (prévenir la maladie infantile et réduire le risque de maladies non transmissibles) et ODD 4 (favoriser le développement cognitif et l'éducation).

DisfHôpital général de Kikwit : le staff dirigeant mis en cause

Accusés d'opacité dans la gestion des finances de l'hôpital général de référence de Kikwit 1, environ soixante-dix médecins de cette institution hospitalière publique réclament la démission du comité de gestion. Interrogé par la presse, le porte-parole des médecins a déclaré à Radio Okapi ce qui suit : « *Nous constatons une gestion calamiteuse de la chose publique au sein de notre institution hospitalière. Il y a absence totale de transparence. Nous ne savons pas combien nous produisons, combien nous dépensons* ».

Et pour obtenir ce qu'ils réclament, ils ont décrété depuis mardi dernier, une grève sèche dénommée «hôpital sans médecins», a-t-il annoncé.

REFUS DE COOPÉRER

D'après le porte-parole des médecins, les membres du comité directeur de cet hôpital auprès de qui ils ont sollicité des audiences pour dis-



Maternité de l'hôpital général de Kikwit Photo bdomkikwit

cuter de leurs préoccupations, ont toujours refusé de coopérer. Les grévistes promettent de reprendre le travail le jour du départ de l'actuel comité de gestion de l'hôpital général

de référence de Kikwit 1.

Contacté par la presse, le médecin directeur de l'hôpital général de référence de Kikwit 1 est resté injoignable.

Pour rappel, le Syndicat national des médecins de la RDC (SYNAMED) a maintenu le « service minimum » dans tous les hôpitaux de la RDC malgré l'ouverture lundi des négociations avec gouvernement sur leurs revendications. Le SYNAMED a fait cette annonce lundi à Kinshasa. Les médecins observent une grève depuis une semaine. Le service minimum vise à faire pression sur le gouvernement qui « a la fâcheuse habitude de faire marche arrière ou de s'illustrer par la lenteur lorsqu'il n'est sous pression », a expliqué Dr Kabamba, le secrétaire du SYNAMED.

Les médecins réclament l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles qui, selon eux, passent par l'application du taux de change actuel à la paie des médecins, l'inscription sur les listes des paies des médecins de Kinshasa qui ne sont pas encore rémunérés et les promotions en grades.

Le SYNAMED promet de lever cette mesure de grève une fois que les conclusions des concertations en cours seront validées par le Premier ministre, Bruno Tshibala.

Le correspondant de Reuters interdit de séjour en RDC

A l'instar de Sonia Rolley, correspondante de RFI en RDC jugée indésirable sur le sol congolais, le gouvernement vient à nouveau d'interdire de séjour dans le pays le correspondant de l'agence Reuters, Aaron Ross. Les services de l'immigration ont refusé de renouveler son visa, le condamnant à quitter précipitamment la RDC. Dans les milieux de la presse, tout comme aux Nations unies, on dénonce une nouvelle entorse à la liberté de la presse. Des sources rapportent que des contacts seraient poussés à très haut niveau pour décanter cette situation.

Le visa du correspondant de l'agence de presse internationale Reuters en République démocratique du Congo n'a pas été renouvelé, a annoncé mercredi à l'AFP le média.

« Le correspondant de Reuters à Kinshasa, Aaron Ross, a dû quitter le pays parce qu'il n'a pas pu renouveler son visa, qui a expiré le 5 août », a déclaré à l'AFP à Londres un porte-parole de Reuters.

« Reuters travaille à l'intérieur et à l'extérieur de la République démocratique du Congo pour rectifier cette situation aussi rapidement que possible », a ajouté ce même porte-parole.

« Reuters maintient son engagement de fournir une couverture précise et équilibrée des événements en République démocratique du Congo via son équipe qui reste sur place », conclut-il.

« Une commission interministérielle examine tous ces visas de certains journalistes. Nous répondrons par oui ou par non. Il n'y aura aucune justification de notre décision », a in-

diqué le ministre de la Communication Lambert Mende joint par l'AFP.

« Aucun pays au monde ne justifie un visa accordé ou refusé. Nous ne serons pas les premiers », a ajouté M. Mende.

Le 22 juin, Radio France Inter-

nationale (RFI) avait indiqué que la demande de renouvellement d'accréditation de son envoyée spéciale permanente à Kinshasa, Sonia Rolley, n'avait reçu aucune réponse au bout de plusieurs semaines.

RFI avait considéré «le silence des autorités de RDC comme un refus et regrette cette décision qui nuit gravement au pluralisme de l'information».

Dans son point-presse hebdomadaire mercredi à Kinshasa, la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) a constaté que «pour la

seconde fois en quelques mois, un journaliste, correspondant de la presse internationale, n'a pas pu prolonger son séjour en RDC faute d'obtenir soit un visa soit une accréditation».

«Tout en respectant le droit à la souveraineté, en ce qui concerne les autorisations de séjour et les autorisations de travail, l'ONU soutient le droit des journalistes à informer et le droit des citoyens à l'accès à l'information plurielle et variée», a déclaré la porte-parole de la Monusco, Fabienne Pompey.

AFP/LP

Bukavu : impayés, des agents de l'exécutif provincial assiègent l'assemblée

Les agents du gouvernement du Sud-Kivu occupent, depuis la soirée du mercredi 9 août, le siège de l'Assemblée provinciale, à Bukavu. Selon une dépêche d'Actualité.cd, certains y ont passé la nuit pour revendiquer le paiement de leurs salaires.

Ces agents indiquent que cette action est motivée par la décision prise et annoncée dans les médias par le rapporteur David Ombeni, élu de Walungu, qui aurait suspendu tout retrait dans les caisses du gouvernement provincial, empêchant ainsi le paiement de leurs salaires. Ils sou-



tiennent cependant que, la veille de cette décision, il y aurait eu versement d'une importante somme d'argent sans que le montant exact ne soit révélé.

De son côté, le député David Ombeni parle d'une mesure temporaire dans le cadre d'une évaluation du niveau des dettes que les services de l'Etat doivent aux différents agents, arriérés de salaires compris.

« Nous faisons un recadrage en matière de plafond de ce que les services doivent à leurs agents, d'où les checklists, car il y a ceux-là qui rece-

vront le salaire de huit mois, d'autres de neuf mois sans oublier dix et onze mois pour ceux qui sont au plafond », a-t-il déclaré.

Depuis le mardi 8 août, le président de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu, Emile Baleke Kadudu, a déclaré vouloir s'investir personnellement pour la résolution de ce problème et le règlement rapide des salaires de ces agents, évalués à plus de 500 en province, mais sans donner de précision quant à la date.

LP

VENTE PUBLIQUE

L'ambassade des Etats-Unis d'Amérique porte à la connaissance du public qu'elle organise une 'Vente Publique' le Samedi 26 Août 2017, dans l'enceinte du COMPLEX JAO, à Kinshasa Gombe, sur l'avenue LUKUSA, N° 498 en face de la Station Engen.

La vente commencera à partir de 09h00. Mais l'enregistrement des Clients commencera à partir de 07h00.

Les articles suivants seront mis en vente:

- Fournitures de bureau
- Mobiliers de bureau et de résidence
- Appareils électroménagers
- Climatiseurs
- Véhicules
- Divers

Toutes les personnes intéressées sont priées de passer visiter les lots, et prendre connaissance des conditions de vente du Lundi 21/08/ au Jeudi 24/08/ 2017 entre 9h00 et 15h00.

N.B. Il n'y aura pas de pause de 12h00 à 13h00 pendant les visites des lots et une équipe sera là pour vous assister.

N.B: N'OUBLIEZ PAS VOS PIECES D'IDENTITE (CARTE D'ELECTEUR / PASSEPORT, PERMIS DE CONDUIRE VALIDE) POUR AVOIR ACCES AU COMPLEX JAO.

Mode de Paiement: CASH SUR PLACE!!!

- Les articles achetés doivent être enlevés le même Samedi 26 ou le lundi, 28 Août, de 9h00 à 16h00 au plus tard. Si les articles ne sont pas enlevés à cette date limite, l'acheteur perd le droit de les réclamer.
- Les articles sont vendus à l'état où ils se trouvent. L'ambassade n'offre aucune garantie. Toute vente est définitive: les articles vendus ne sont ni échangés ni retournés.

SOYEZ LES BIENVENUS

Promo-scolaire 2017 : le ministre de l'EPSP interpelle pour l'avènement d'une « école nouvelle »

« *Gérer autrement pour une transformation qualitative de l'école* » - thème choisi pour les assises de la Commission nationale de la promotion scolaire, édition 2017 - est une interpellation du ministre de l'EPSP à toujours mieux s'organiser pour tendre davantage vers l'avènement d'une « école nouvelle » en RDC.

FLORENT N'LUNDA N'SILU

Les travaux de la Commission nationale de la promotion scolaire, édition 2017, ont été lancés hier jeudi 10 août à l'Institut Bokeleale, à Gombe (Kinshasa), par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Gaston Musemena Bongala.

Dans son discours d'orientation, il a recommandé aux participants de faire le point et d'évaluer les activités de l'année scolaire 2016-2017.

Il s'agit, a insisté le ministre Musemena, de centrer les programmes de leurs activités sur la réforme éducative en cours et l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

« La finalité de cette option stratégique est la formation de qualité pour nos enfants et notre jeunesse, l'avenir et l'espoir de la République », a-t-il fait valoir insistant, par conséquent, sur le fait « qu'il leur faut donc une éducation et une instruction de qualité capables de les préparer avec pertinence à leur responsabilité future de reconstruire la patrie ».

Depuis 2013, a rappelé Musemena Bongala, le ministère de l'EPSP a instauré une habitude de



haute responsabilité en organisation, au mois d'août de chaque année, les assises de la Commission de promotion scolaire nationale.

Cela a amené le ministre à affirmer que « désormais, chaque édition de cette promotion scolaire constitue pour nous une opportunité de dresser le bilan de nos actions par rapport aux objectifs que le gouvernement s'est assignés dans le secteur de l'éducation ».

Quel que soit le bilan qui sanctionne, à ce jour, les activités des participants, le ministre de l'EPSP a attiré leur attention sur le fait que l'école

est un bien de la communauté au même titre que les lieux des cultes, les centres de santé, le marché ou encore la fontaine où coule l'eau pour tout le monde. Par conséquent, a-t-il relevé, « elle doit donc impérativement et collectivement être entretenue et protégée ».

Selon Musemena Bongala, l'école étant le centre de rayonnement et de mutation sociale, culturelle, économique de la communauté où elle est implantée, sa promotion doit donc être l'affaire de la communauté tout entière.

Le ministre a ensuite interpellé

les participants à toujours mieux s'organiser pour tendre davantage vers l'avènement d'une école nouvelle » en République démocratique du Congo, commentant le thème choisi pour ces assises, à savoir « gérer autrement pour une transformation qualitative de l'école ».

« L'école nouvelle dont question est celle qui correspond à la vision du président de la République, Joseph Kabila, de faire de la RDC un véritable pool d'intelligence et de savoir faire en Afrique », a-t-il expliqué.

Et d'ajouter : « Cette vision du chef de l'Etat nous impose d'adopter un nouveau type de comportement qui doit faire de chacun et chacune de nous de véritables 'apôtres' engagés à la cause de la qualité des apprentissages.

« Autant l'avènement d'une telle école exige un nouveau type d'acteurs caractérisés par la mentalité nouvelle et tournés vers des méthodes de travail rénovées, autant il nous impose un regard toujours critique et attentif sur le mode d'organisation et de gestion de nos écoles, en ayant à l'esprit que tout doit converger vers l'intérêt supérieur des élèves du Congo », a poursuivi le ministre qui a souligné que l'avenir du pays réside dans l'efficacité de la future élite congolaise que les enseignants sont appelés à former aujourd'hui.

Deux cent cinquante personnes provenant de différentes structures du ministère de l'EPSP et des entités provinciales décentralisées ainsi que des partenaires éducatifs, techniques et financiers participent à ces assises dont la clôture intervient le lundi 14 août.

Lomami : la problématique de l'enregistrement des mariages à l'état civil à Ngandajika

L'enregistrement des mariages à l'office de l'état civil est une question qui se pose avec acuité au territoire de Ngandajika, dans la province de Lomami, où aucune union n'a été déclarée, ni enregistrée depuis le début de l'année en cours, selon le préposé à ce service.

Pour M. Richrd Kanyinda Mbangila, cette situation relève du manque de culture d'enregistrement des mariages à l'état civil, indiquant que de nombreux chefs de familles craignent que cette pratique ne confère à la femme plus de droits qu'elle n'a, notamment dans le partage des produits de la récolte et la répartition des biens en cas de divorce.

Si aucun mariage n'a été enregistré à l'office de l'état civil depuis le début de l'année, à l'église, c'est tout à fait le contraire avec les chiffres. Dans un entretien accordé à l'ACP dernièrement, le père Zacharie Nyembwe Civula, curé de la paroisse catholique Saint Amand, au chef-lieu de



Ngandajika, a indiqué avoir béni trois unions. Par rapport à l'année 2016, le conseil paroissial relève avoir enregis-

tré 24 mariages dont 4 des couples composés d'un catholique et d'un non catholique, alors qu'à l'état civil, onze

unions seulement ont été déclarées pour toute l'année. Le curé regrette que beaucoup de mariages bénis soient ceux des couples ayant déjà des enfants.

Le préposé au bureau de l'état civil pense que le territoire étant une entité déconcentrée, l'enregistrement des mariages se ferait dans les entités décentralisées que sont les secteurs et chefferies.

Il a démontré l'importance de la déclaration et l'enregistrement du mariage, soulignant que cela constitue la reconnaissance par l'Etat, des biens versés en termes de dot par l'époux dans la famille de l'épouse. Il estime que les couples qui ne se sont pas déclarés et qui n'ont pas enregistré leurs unions à l'état civil sont en train de vivre dans le concubinage.

Il a appelé les mariés à déclarer et faire enregistrer leurs unions à l'état civil même si les partenaires sont déjà au soir de la vie.

Affrontements de lundi entre Police et BDK : Human Rights Watch dénombre 27 morts

L'ONG internationale de défense des droits de l'homme, Human Rights watch, fait ici sa lecture tant des violences de lundi 7 août que de deux journées ville morte décrétées par le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement. Selon les témoignages récoltés sur le terrain à Kinshasa et dans la province du Kongo Central, il y aurait eu, à en croire HRW, au

moins 27 morts à la suite des affrontements entre les forces de sécurité de la RDC et les présumés adeptes de Bundu Dia Kongo. Ci-après le récit détaillé d'Ida Sawyer, Directrice de HRW en charge de l'Afrique centrale, sur les événements de lundi et de deux journées ville morte.

LP

Confusion autour de manifestations d'une secte en RD Congo qui ont fait au moins 27 morts

Au moins 27 personnes ont été tuées au cours d'affrontements entre manifestants et forces de sécurité en République démocratique du Congo lundi, alors que des partisans de Bundu dia Kongo (BDK), une secte politico-religieuse, sont descendus dans la rue à Kinshasa et dans la province du Kongo central.

Selon des témoins, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles sur les foules, touchant des manifestants et des passants. Les manifestants protestaient ostensiblement contre le refus du Président Joseph Kabila de quitter ses fonctions à la fin de son deuxième et dernier mandat autorisé par la Constitution. Cependant, l'opposition politique et des sources bien placées soutiennent que les autorités ont autorisé les manifestations dans le but de créer le chaos et une répression qui justifieraient l'imposition de nouveaux retards dans l'organisation des élections.

Des habitants du quartier autour de la prison centrale de Kinshasa, dans la commune de Selembao, ainsi que d'autres personnes des communes de Bumbu, Kimbaseke, Matete, Masina, N'djili, Ngaliema et Ngiri-Ngiri, ont indiqué à Human Rights Watch qu'ils avaient entendu des coups de feu ou vu des manifestants défilé dans les rues à partir de 9h du matin. Dans le Kongo central, des manifestations ont eu lieu à Matadi, la capitale provinciale, ainsi qu'à Boma, Kimpese, Kinzau-Mvueté, Kisantu, Kwilu-Ngongo, Lukula et Muanda.

Des groupes de manifestants portant des bandeaux rouges autour de la tête et tenant des bâtons et des coques de noix de palme ont défilé sur certaines artères de Kinshasa et de villes du Kongo central, chantant des slogans hostiles à Kabila. Selon une communication de la police, des « assaillants » étaient armés de fusils et d'armes blanches. Certains manifestants à Kinshasa tenaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Le Congo aux congolais, le Rwanda au Rwandais » et « Hyppolite Kanambe, alias Kabila, et ses frères, dehors !, » – une référence aux allégations faites par certains partisans de BDK et d'autres personnes, selon lesquelles Kabila ne serait pas d'origine congolaise. Des signes appelant « Kabila et les rwandais » à quitter la RD Congo ont aussi été aperçus dans le Kongo central, y compris à Boma, Kwilu-Ngongo et



Ne Muanda Nsemi, le leader de Bundu dia Kongo (BDK). © 2015 Radio Okapi/Ph. John Bompengo

Lukula. (Les messages xénophobes qui constituent une incitation à la violence ou à la discrimination devraient être pénalement poursuivis.)

Les manifestations semblent avoir été suscitées par un ultimatum lancé par le leader de BDK, Ne Muanda Nsemi, fin juin. Nsemi, qui avait été arrêté le 3 mars 2017 et inculpé entre autres pour incitation à la haine tribale et à des actes de violence, et pour outrage au Chef de l'État, s'est évadé de la prison centrale de Kinshasa au cours d'une évasion massive de la prison en mai, et le lieu où il se trouve demeure inconnu. Dans un message vidéo partagé sur les réseaux sociaux qui semble avoir été filmé le 27 juin, Nsemi a appelé « les rwandais et le président Kabila » à quitter la RD Congo avant le 7 août, menaçant que ses partisans appliqueraient « la loi divine qui dit œil pour œil, dent pour dent », s'ils ne se conformaient pas à ces exigences.

La recherche de Human Rights Watch indique qu'au moins 23 personnes ont été tuées à Kinshasa lors des manifestations de lundi, y compris 11 membres de BDK et 10 passants apparents abattus par les forces de sécurité, ainsi que deux policiers tués par des manifestants. Dans le Kongo central, au moins deux membres de BDK ont été tués à Matadi, ainsi qu'un membre de BDK et un

policier militaire à Muanda. Human Rights Watch a reçu des rapports supplémentaires non vérifiés d'autres personnes tuées dans la province du Kongo central et à Kinshasa.

Un témoin à Kinshasa a déclaré que des membres de BDK avaient encouragé des personnes à les suivre pour « chasser » Kabila du pouvoir, demandant aux hommes de mettre du sable dans les poches de leur pantalon et aux femmes d'en mettre dans leur pagne, supposément pour les rendre invincibles aux balles. Alors que les manifestants défilaient dans la commune de Selembao, la police a tiré en l'air pour les disperser. L'un des manifestants a lancé une coque de noix de palme, à l'aide d'un bâton, en direction d'un officier de police. L'officier de police a été atteint à la tête et tué. Un autre témoin à Kinshasa a déclaré que des officiers de la police militaire avaient abattu quatre personnes dans le Marché de la Liberté, dans la commune de Masina, peu après que des membres de BDK soient passés par le marché. La police a d'abord tiré en l'air pour disperser les manifestants, et ensuite, des militaires sont arrivés et ont tiré à bout portant sur la foule de vendeurs du marché et d'acheteurs en débandade.

Plusieurs groupes de manifestants ont été autorisés à manifester

sans interférence, encadrés par des membres des forces de sécurité congolaise qui n'ont fait aucun effort pour bloquer ou arrêter les manifestations, selon des témoins, ainsi que des photos et des séquences vidéo que nous avons visionnées. Ceci présentait un contraste flagrant avec d'autres manifestations planifiées récemment, y compris les manifestations nationales du 31 juillet, appelées par une coalition de mouvements citoyens et d'organisations de défense des droits humains connue sous le nom de Collectif d'actions de la société civile (CASC), et soutenue par de nombreux partis d'opposition. Dans ce cas, les forces de sécurité s'étaient déployées lourdement à l'avance pour empêcher le déroulement des manifestations, avaient fait usage de gaz lacrymogènes et tiré à balles réelles pour disperser ceux qui manifestaient, et avaient arrêté au moins 128 personnes à travers le pays.

De la même façon, avant les 'villes mortes', ou grèves générales, appelées par la coalition d'opposition du Rassemblement à se tenir mardi et mercredi, les forces de sécurité se sont déployées lourdement dans les principales villes de la RD Congo dès le petit matin pour dissuader toute personne de manifester dans la rue.

(Suite à la page 16)

Botswana: le FMI révisé à la hausse ses prévisions de croissance sur les deux prochaines années

Le Fonds monétaire international vient d'annoncer la révision de ses perspectives de croissance en ce qui concerne l'économie du Botswana. En effet, indique l'institution de Bretton Woods, la hausse de la demande mondiale de diamants, les investissements dans le secteur de l'eau et les réformes institutionnelles destinées à attirer l'investissement étrangers ont motivé cette révision. Le FMI table désormais sur une croissance à 4,5% en 2017 et à 4,8% en 2018 contre une prévision initiale de 4,1% pour 2017 et 4,2% pour 2018. « Ces prévisions se basent sur la condition que le rythme des réformes destinées à améliorer l'efficacité du secteur public et favoriser le développement des activités du secteur privé, se maintienne. » indiquent les responsables du fonds. Il est à noter que les nouvelles prévisions du FMI sont supérieures à celles du gouvernement botswanais qui table sur une croissance à 4,2% cette année.

A Lomé, les ministres du commerce des pays éligibles se projettent déjà dans l'AGOA 2018

Le Forum AGOA est organisé chaque année aux Etats-Unis ou dans un pays africain éligible. Après Lomé cette année, une ville américaine sera l'hôte de l'édition 2018 de ces assises qui définit la politique commerciale des USA sur le continent, et en Afrique subsaharienne plus précisément. Alors que les rideaux tombent ce jeudi 10 août sur cette 16ème édition, les Ministres du commerce des pays éligibles au terme de leurs travaux, se voient déjà à la prochaine édition. Ils ont notamment identifiés des points clés sur lesquels ils devront insister dans l'optique du forum américain. La sauvegarde des politiques africaines, y compris dans l'industrialisation ; la réalisation par chaque pays de sa propre analyse de marché (produits et consultations auprès des parties prenantes afin que les secteurs à haut potentiel de l'AGOA puissent être ciblés) ; le besoin d'engager les institutions américaines (dialogue sur les politiques et identification sur les investissements complémentaires) ; cibler les goulets d'étranglement spécifiques pour attirer les IDE vers les secteurs prioritaires ou encore la préparation du Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) pour aider à l'élaboration des stratégies, ont été ciblés, entre autres.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

L'Angola envisage d'émettre un eurobond de 2 milliards \$ cette année

Cette nouvelle émission d'obligation souveraine est un test grandeur nature pour mesurer le degré d'attractivité de l'Angola sur le marché financier international. Après le succès du premier eurobon en 2015, Luanda, qui affiche une situation macroéconomique améliorée suite au rebond des prix du pétrole et de la légère hausse de la production pétrolière, se présente avec plus d'atouts pour gagner la confiance des prêteurs au niveau international.

AMK AVEC AGENCE ECOFIN

Dans un contexte marqué par de réels besoins de financement chiffrés à plus de 4 667 trillions de kwanzas (28 milliards \$), le ministre angolais des finances a été autorisé par un décret présidentiel à préparer un eurobond évalué à 2 milliards \$.

Selon l'ordonnance, cette émission en devises étrangères découle de la nécessité de commencer à évaluer le niveau d'attraction de l'Angola en matière de financement extérieur au moyen d'obligations souveraines. La décision gouvernementale s'inscrit dans la dynamique de l'amélioration de la composition du portefeuille de la dette extérieure du pays.

En novembre 2015, l'Angola a fait ses débuts sur le marché des eurobonds, ce qui a permis de lever 1,5 milliard \$ par l'intermédiaire d'un syndicat de banques dirigé par l'American Goldman Sachs. Aux côtés du géant américain, la Deutsche Bank et le géant chinois ICBC. Cette transaction qui s'est soldée par une



réussite, a aidé l'actuel deuxième producteur de pétrole africain à établir un nouveau et important canal d'accès au financement extérieur.

En 2017, le plan d'endettement de l'Angola qui devrait frôler la barre des 30 milliards \$, sera financé à hauteur de 75% de son total par le marché intérieur.

Selon son évaluation en avril dernier, Moody's maintient à B1 avec perspectives négatives, la cote de crédit attribuée aux dettes à long terme et celle des dettes de premier rang à long terme non garanties du gouvernement angolais. Sur le court terme, les cotes de crédit sont reléguées dans la catégorie «très spéculative».

Selon l'agence, la situation macroéconomique du pays s'est améliorée, soutenue par le rebond des prix du pétrole et la légère hausse de la production pétrolière. Les conclusions de Moody's indiquent aussi que, ces dernières années, l'ajustement budgétaire a connu des avancées signifi-

catives, caractérisées par une légère maîtrise des déficits budgétaires, ce qui a permis de maintenir le ratio dette / PIB au même niveau que la majorité des pays classés B1.

Cependant, le gouvernement reste sensible aux risques de refinancement de la dette et à la dévaluation de sa monnaie, car les besoins d'emprunt brut restent élevés cette année, estimait Moody's, début avril. Les pressions des dépenses publiques persistent en raison des échéances électorales. Le niveau élevé de l'inflation est hypothétique. Le pays est également confronté à un difficile équilibre entre ses réserves de change et la liquidité de son économie.

En 2016, l'économie angolaise a presque stagné, ressortant avec une progression de 0,6%. Mais, cette année, elle devrait croître de 2,1% selon l'Economist Intelligence Unit (EIU) dans son rapport de juillet dernier.

Le RECGOFEAC en conférence sur la gouvernance forestière en Afrique centrale

Le Réseau des Chercheurs en Gouvernance Forestière et Environnementale d'Afrique centrale (RECGOFEAC), une plateforme d'échanges et de discussions entre chercheurs dont l'objet d'étude est relatif aux forêts du Bassin du Congo, organisera le 6 septembre 2017 une conférence sur la gouvernance forestière en Afrique centrale.

Placées sous le thème « La gouvernance globale des forêts d'Afrique Centrale. Acteurs multiples et logiques concurrentes : comprendre le jeu trouble COMIFAC-CEFDHAC-Partenaires », les assises se tiendront dans la capitale camerounaise, Yaoundé.

« La conférence vise à faire connaître aux acteurs de la gouvernance forestière le point de vue des scientifiques sur cette question qui d'ailleurs, est publié dans les ouvrages, articles, thèses et mémoires, mais qui malheureusement ne sont pas exploités alors qu'ils pourraient



aider à résoudre quelques problèmes de la gouvernance forestière en Afrique centrale. L'intérêt de la conférence est donc de présenter le résumé de plusieurs résultats de recherche et de susciter un débat ouvert. », explique le RECGOFEAC dans un communiqué.

« L'objectif est de faire connaître aux différents acteurs les résultats de leurs recherches afin de les orienter dans la formulation de leurs politiques et stratégies. », précise également le communiqué.

AGENCE ECOFIN

Le pape dénonce les attaques contre des chrétiens au Nigeria et en Centrafrique

Le pape François a dénoncé, mercredi, les récentes attaques contre des communautés chrétiennes au Nigeria et en Centrafrique, appelant à une fin de «la haine» lors de son audience publique devant des fidèles au Vatican.

« Je suis resté profondément peiné par la tragédie survenue dimanche dernier au Nigeria à l'intérieur d'une église où ont été tuées des personnes innocentes », a déclaré le pontife argentin, dans un appel à la fin de l'audience.

« Et malheureusement ce matin nous avons des nouvelles de violences en Centrafrique contre les communautés chrétiennes », a-t-il ajouté, en appelant les fidèles présents au Vatican à prier pour les frères et sœurs des deux pays. « Je souhaite que toute forme de haine et de violence cesse et que ne se répètent pas des crimes aussi honteux, perpétrés dans des lieux de culte où les fidèles se rassemblent pour prier », a poursuivi le pape.

Au moins onze personnes ont été tuées dimanche dans une église du sud-est du Nigeria lorsqu'un ou plusieurs hommes armés ont ouvert le feu sur les fidèles. Le drame s'est produit dans l'église catholique St Philippe d'Ozubulu, près d'Onitsha (sud). Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, a condamné cette attaque, la qualifiant d'«épouvantable crime contre l'humanité» et d'«indicible sacrilège».

Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est divisé en deux, entre un Sud majoritairement chrétien et un Nord essentiellement musulman.

Les attaques d'églises sont rares dans le sud du pays, contrairement au nord où le groupe jihadiste



Le pape François lors de la messe chrismale, jeudi 13 avril au Vatican (Photo/AFP)

nigérian Boko Haram a maintes fois ciblé des églises et des mosquées.

Des témoignages alarmants de nouvelles tueries, visant parfois des humanitaires, se multiplient aussi en Centrafrique où un haut responsable des Nations unies vient d'alerter sur des signes avant-coureurs de génocide.

Au moins soixante personnes sont décédées ces dernières semaines, conséquences de combats entre groupes armés à Ngaoundaye (nord-ouest) et Kaga-Bandoro (centre) début juillet, Batangafo (nord-ouest) fin juillet, et autour d'Alindao (sud) et à Gambo (sud) début août, d'après des témoignages parvenus à l'AFP mardi.

A Gambo, lieu de l'attaque la plus récente, des humanitaires de la Croix-Rouge centrafricaine et plusieurs dizaines de personnes ont été tuées au centre de santé, selon le directeur de la Croix-Rouge centrafricaine Antoine Mbaogo.

SIX HUMANITAIRES TUÉS À GAMBO

De violents combats en Centrafrique à Gambo (Sud) ont fait au moins trois morts parmi les membres de la Croix-Rouge centrafricaine. Six

personnes faisant partie d'un groupe de volontaires de la Croix rouge centrafricaine ont été tuées le 3 août dans de violents combats à Gambo, dans le sud de la Centrafrique, selon un nouveau bilan communiqué par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

« La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge sont choqués et attristés par la mort violente de six volontaires de la Croix-Rouge, plus tôt cette semaine, en Centrafrique », indique le CICR dans un communiqué reçu mercredi par l'AFP.

Un précédent bilan faisait état de trois morts parmi les membres de cette même équipe.

Selon le CICR, ces combats se sont déroulés le 3 août, dans la ville située à environ 75 km de Bangassou (470 km à l'est de Bangui) où neuf Casques bleus sont morts depuis début 2017. Ces combats auraient fait plusieurs dizaines de morts, selon le président de la Croix-Rouge centrafricaine. Ils auraient opposé, selon des sources concordantes, des milices dites d'auto-défense à des membres du groupe armé Union pour la Paix en Centrafrique (UPC), faction de l'ex-rébellion Séléka, majoritairement musulmane.

Contactée par l'AFP, la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) a indiqué ne pas avoir été à Gambo au moment des combats, mais qu'elle y avait effectué une patrouille après les violences. « Je condamne toutes les attaques sur les humanitaires en Centrafrique. C'est inadmissible et empêche l'assistance à la population », a déclaré mercredi, sur son compte Twitter, Najat Rochdi, le coordinateur humanitaire de l'ONU en Centrafrique.

AFP/LP

Niger: un millier de migrants vers l'Europe sauvés en quatre mois

Un millier de migrants d'Afrique de l'Ouest ont été secourus depuis avril 2017 dans le désert nigérien après avoir été abandonnés par des passeurs, a annoncé mercredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Niamey. «Au total, un millier de migrants ont été secourus» grâce «aux opérations de recherche et de sauvetage de l'OIM depuis le mois d'avril» dans le nord du Niger, écrit l'OIM dans un communiqué publié sur son site relayé par l'AFP. Fin juin, l'organisation onusienne faisait état de 600 migrants Africains sauvés depuis la même date, dans le cadre de son opération «Aide et secours aux migrants dans la région d'Agadez» (MIRAA). Pour «améliorer les sauvetages», l'OIM a effectué entre les 19 et le 25 juillet, «une mission d'évaluation des itinéraires migratoires» dans le désert de Ténéré et dans la région entourant la frontière du Niger avec la Libye, principale porte d'entrée en Europe, souligne le communiqué. La mission menée avec le Département de la protection civile du Niger (DPC) a parcouru plus de 1.400 kilomètres «pour observer l'évolution des flux migratoires» et «les nouvelles routes empruntées», explique l'OIM. Ce périple a confirmé «la dangerosité accrue» des itinéraires empruntés par les passeurs. L'OIM «souhaite mettre en place des points de contrôle des flux dans le pays», relève le même texte.

Côte d'Ivoire: naissance d'un nouveau mouvement des partisans de Guillaume Soro

Des partisans de Guillaume Soro, homme-clé de la scène politique ivoirienne et probable candidat à la prochaine présidentielle, ont annoncé hier jeudi la naissance d'un nouveau mouvement, l'Amicale des Forces Nouvelles (AFN), cité par l'AFP. Les Forces Nouvelles sont l'ancienne rébellion menée par Guillaume Soro, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, lors de la décennie de crise qui a déchiré la Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011. Ancien Premier ministre (2007-2012), Guillaume Soro ne dispose pas d'un parti politique. Il est membre du Rassemblement des Républicains (RDR), le parti du président Alassane Ouattara. Le secrétaire général de cette nouvelle Amicale des Forces Nouvelles, Félicien Sekongo, a récusé toute ambition de transformer l'AFN en parti politique, lors de la conférence de presse annonçant sa naissance à Abidjan.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

Elections kényanes: les observateurs étrangers appellent à la patience

Les observateurs étrangers déployés au Kenya pour les élections générales ont appelé le pays à la patience alors que la commission électorale (IEBC) est en train de compiler les résultats définitifs sur fond d'accusations de fraude électorale formulées par l'opposition. Mercredi, le rejet par l'opposition de résultats provisoires créditant le président sortant Uhuru Kenyatta d'une confortable avance avait été suivi d'échauffourées et d'incidents principalement dans des fiefs de l'opposition. Au total, quatre personnes ont été tuées dans deux incidents distincts. Pour que les résultats provisoires puissent être validés, ils doivent être corroborés par les procès-verbaux venus des 40.883 bureaux de vote, et que la commission n'a pas encore reçus en totalité. L'IEBC n'a pas indiqué quand elle serait en mesure de proclamer le vainqueur, mais elle a cependant l'obligation légale de le faire le 15 août au plus tard.

« Il faut donner le temps à

l'IEBC de poursuivre sa tâche, ils travaillent 24 heures sur 24 », a déclaré la députée européenne Marietje Schaake, qui dirige la mission d'observation de l'Union européenne (UE). « Nous continuons d'appeler tout le monde à rester calmes, résilients et pacifiques ».

« Je suis convaincue que la grande majorité des Kényans sont profondément attachés à la paix », a-t-elle ajouté.

Environ 400 observateurs étrangers ont été déployés au Kenya, par l'UE, mais aussi par l'Union africaine, l'organisation du Commonwealth ou l'ONG Carter Center, dont la délégation est menée par l'ancien secrétaire d'Etat américain John Kerry. Des milliers d'observateurs locaux ont également été déployés. Les observateurs ont salué dans l'ensemble la manière dont s'est déroulé le scrutin de mardi, tout en soulignant que le processus électoral est loin d'être achevé. « Un temps et un espace suffisants doivent être alloués à l'IEBC pour ac-

complir comme il se doit le processus (de comptage) des résultats », a souligné de son côté l'ancien président ghanéen John Dramani Mahama, à la tête de la mission d'observation de l'organisation du Commonwealth.

John Dramani Mahama a également souligné prendre au sérieux les allégations de piratage informatique formulées par M. Odinga, mais il a estimé que tout désaccord devrait être résolu par l'intermédiaire des voies légales prescrites. L'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, à la tête de la mission de l'UA, s'est dit surpris du nombre important de bulletins de vote invalidés (397.200 selon les résultats provisoires, soit 2,67% du total).

Il a estimé d'une part que certains bulletins avaient été trop sévèrement écartés, et d'autre part que les électeurs, dont beaucoup ont voté pour la première fois, devaient être mieux informés sur la manière de remplir un bulletin.

AFP/LP

Corée/RDC : lancement du projet Renforcement des capacités du Centre national de vulgarisation agricole

La cérémonie de lancement du projet «Renforcement des capacités du Centre national de vulgarisation agricole (CNVA) en République démocratique du Congo», financé par la République de Corée par le biais de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), a eu lieu le 3 août 2017, dans la salle Père BOKA du CEPAS, à Gombe.

MATSHI

Les gouvernements de la République de Corée et de la République démocratique du Congo ont signé, le 29 avril 2016, le protocole d'accord de ce projet. Cela, afin de renforcer les capacités des services de vulgarisation agricole en RDC par la création du Centre national de vulgarisation agricole (CNVA).

Le but poursuivi en créant ce centre est d'assurer la formation des vulgarisateurs et leaders des paysans ainsi que la formation sur l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les communautés rurales.

La cérémonie a connu la présence, notamment de M. Georges Kazadi Kabongo, ministre congolais de l'Agriculture; de M. l'ambassadeur de la République de Corée en RDC, Kwon Ki Chang; de M. Oh Sae Chul, directeur-pays de la KOICA; de M. Evariste Bushabu Bopeming, secrétaire général à l'Agriculture, Pêche et Elevage; ainsi que de M. Changuk AN, coordonnateur du projet CNVA.

L'ambassadeur de Corée a souligné, dans son discours, l'importance



Photo souvenir des personnalités présentes à la cérémonie. (Photo Koica)

d'accroître la productivité agricole et le revenu des paysans et le renforcement des capacités des ressources humaines et des institutions nécessaires, la RDC étant un grand potentiel agricole.

Pour sa part, le ministre de l'Agriculture, Georges Kazadi Kabongo, a apprécié et remercié le soutien du gouvernement de Corée à travers la KOICA, notant qu'il existe une forte attente sur ce projet pour soutenir efficacement le système de vulgarisation agricole qui aura une incidence positive sur l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs.

Le directeur-pays de KOICA, Oh Sae Chul, a révélé que le développe-

ment rural en Corée a également été réalisé grâce à l'efficacité du service de vulgarisation agricole. Il a dit son espoir de voir ce projet contribuer effectivement à l'établissement et à l'amélioration du système national de vulgarisation agricole en RDC.

Au cours de la cérémonie, le procès-verbal établissant le Comité de pilotage du projet intitulé «Comité national de développement de vulgarisation (CNDV)» a été officiellement signé par le ministre de l'Agriculture et le directeur-pays de la KOICA. Ce comité aura à prendre la décision sur les questions importantes relatives au projet.

Le plan général du projet incluant

le cadre logique et de construction dans le domaine de CECOMAF à Kimbanseke ainsi que le plan de fonctionnement du centre ont été présentés par M. An Changuk en sa qualité de responsable du projet.

Le professeur Kim Jangsaing, l'expert en développement de module de formation, a présenté le plan de formation du centre. Il sied de signaler que la KOICA a sollicité l'Institut coréen pour la Stratégie de développement (KDS) pour exécuter le projet avec la partie congolaise.

Plus de 50 personnes provenant d'agences gouvernementales connexes telles que le Service national de vulgarisation (SNV), le Service national des semences (SENASSEM), l'INERA, l'UNIKIN et les organisations internationales, notamment la Banque mondiale, le FIDA, l'USAID, le PAM, le PNUD, l'UNOPS ont assisté à cette cérémonie et ont exprimé leur intérêt et leurs attentes sur ce projet.

Le projet CNVA sera exécuté pendant 5, soit de 2017 à 2021 avec un financement de huit million de dollars américain. Le projet sera mise en œuvre avec la coopération du ministère de l'Agriculture (MINAGRI). Le projet s'articulera sur la Construction du CNVA pour la formation de formateurs (ToT) et des leaders des paysans (ToL), l'élaboration des modules et manuels de formation, les consultations sur l'amélioration du Système national de vulgarisation agricole et le fonctionnement du centre et la mise en œuvre du projet des microcrédits de projets des ToT, ToL et des programmes de diffusion des technologies.

Etats-Unis: l'extrême droite appelle à un rassemblement unitaire

La droite radicale et identitaire américaine, dont le Ku Klux Klan et des groupuscules néo-nazis, appelle à un vaste rassemblement unitaire samedi en Virginie, un événement qui fédère un front d'opposition auquel s'est joint le service de location de logements Airbnb.

Des milliers de militants nationalistes et de militants antifascistes sont attendus à Charlottesville, une municipalité qui entend retirer d'un jardin municipal une statue du général sudiste Robert Lee, qui a commandé les troupes des Etats esclavagistes durant la Guerre de Sécession.

Le 8 juillet dernier, quelques dizaines de membres du Ku Klux Klan s'étaient déjà rassemblés dans cette ville paisible et pittoresque, très largement surpassés en nombre par les manifestants antiracistes. Mais les images de ces extrémistes en robe traditionnelle avaient été diffusées dans le monde entier.

Cette fois-ci, la droite nationaliste espère attirer nettement plus de



Un membre du Ku Klux Klan lors d'un rassemblement à Charlottesville, en Virginie, le 8 juillet 2017

partisans, grâce à la présence de différents responsables de la mouvance Alt-Right, enhardie par la présidence de Donald Trump. Les experts doutent toutefois d'un véritable rapprochement entre ces différents groupes très disparates.

Baptisé «Unite the Right Rally», ce rassemblement pourrait être le plus important depuis des décennies, a estimé cette semaine le Southern Poverty Law Center, un observatoire de l'extrémisme. Mais les participants, censés venir de tous les Etats-Unis, pourraient rencontrer des difficultés à se loger: la plateforme de location d'appartements Airbnb a annulé un nombre inconnu de comptes liés à l'extrême droite, en mettant en avant ses principes d'accueil indépendamment des origines ethniques.

Jason Kessler, l'organisateur du rassemblement, a estimé sur Twitter que cette mesure équivalait à une «attaque contre la liberté d'expression et les droits civiques».

CHAN 2018 : la RDC affronte le Congo à Kintelé

Sous le coup de 15h, les Léopards locaux de la RDC se mesureront aux Diables Rouges de Congo-Brazzaville, ce vendredi 11 août au stade de Kintelé, en match aller des éliminatoires du CHAN 2018.

ARMEL LANGANDA

Les Diables Rouges de Congo-Brazzaville reçoivent les Léopards locaux de la RDC, ce vendredi 11 août au stade de la Concorde de Kintelé, à Brazzaville. C'est en match aller des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations « CHAN – Kenya 2018 ».

Le sélectionneur principal, Mwinyi Zahera, avait déjà publié la liste de 23 Léopards sélectionnés pour cette double confrontation depuis le mardi 8 août. Une rencontre à prendre très au sérieux dans la mesure où, les Diables Rouges chercheront la vengeance face aux Léopards qui les ont humiliés lors de la CAN 2015.

Avec une équipe remaniée à quatre vingt dix pourcents, la RDC comptera sur des individualités, les jeunes qui ont pris une part active à la 22^{ème} édition du championnat national. Le jeu reste ouvert pour les deux équipes qui comptent des



joueurs capables d'emballer la rencontre.

Pour ne pas prendre les risques dans cette rencontre d'une importance capitale, le coach Zahera, pourra maintenir comme gardien de but Ley Matampi de TP Mazembe dans les perches. En défense, il pourra faire confiance à Issama, Ngonda, Bangala, Arsène Zola voir même Djuma Shabani.

Au niveau du milieu de terrain,

la RDC a des joueurs très efficaces en l'occurrence, Gikanji Doxa de DCM, Munganga Omba de l'AS V. Club, Lusiel Mande de Sanga Balende et les autres.

Pour une bonne animation dans le jeu au niveau de l'attaque, Ben Malango de Mazembe, Makusu Mundele et Kazadi Kasengu de DCM, pourront tenter de tuer la rencontre dès la première moitié du match.

LA GUINÉE EQUATORIALE DÉJÀ QUALIFIÉE

Avant même les matchs aller du 3^e et dernier tour des éliminatoires du CHAN 2018, on connaît un premier qualifié pour la phase finale, outre le pays hôte. Il s'agit de la Guinée équatoriale qui participera pour la première fois de son histoire à cette compétition, confirme la CAF.

Selon la même source, le Nzalang profite du forfait du Gabon. Exempté pourtant du tour de qualification précédent, le pays des Panthères ne peut assumer le regroupement de son équipe et a jeté l'éponge. Une décision du ministère qui, depuis plusieurs mois, avait annoncé le non engagement des équipes en compétitions internationales (à part la sélection A) pour cause de mauvais résultats.

Voilà qui profite à la Guinée équatoriale qui peut d'ores et déjà préparer son équipe pour le Kenya, en 2018. Deux autres pays de la zone Centre de l'Afrique se qualifieront pour le tournoi. Il s'agit du Congo ou de la Rd Congo et de Sao Tome et Principe ou Cameroun. Après les matchs aller prévu ce week-end, les matchs retour se joueront une semaine plus tard.

Classement FIFA : la RDC à un pas du trône africain

ARMEL LANGANDA

Après avoir intégré le Top 5 en juin puis le podium en juillet, la RDC pointe actuellement à la 2^{ème} place africaine (28^{ème} au monde). Elle poursuit tout bonnement sa montée en puissance tant sur le plan africain que mondial, c'est le verdict du classement FIFA du mois d'août publié jeudi. La RDC dépasse même le Sénégal comme dauphin de l'Egypte. Au niveau mondial, le Brésil reprend la tête à l'Allemagne.

C'est une première dans l'histoire du football congolais. La RDC n'est plus loin pour trôner en Afrique. La deuxième place occupée par la RDC actuellement est bien justifiée. Aux éliminatoires du Mondial 2018, les Léopards occupent la première place.

Sur le plan mondial, un mois après avoir cédé son



trône à l'Allemagne, le Brésil reprend les commandes ! Ensuite, sur le plan africain, l'Egypte garde la tête mais les Pharaons comptent un nouveau dauphin : la RDC.

Notons tout de même que le Gabon reste hors du top 20 africain et que la Namibie signe la meilleure progression du mois au niveau mondial (+ 20 places) pour se retrouver 136^e.

Il faut signaler que la prochaine édition du classement FIFA aura lieu le 14 septembre. Sans doute, il y aura d'importants changements en

raison des 3^{ème} et 4^{ème} journées des éliminatoires du Mondial 2018 programmées fin août-début septembre en zone CAF.

En cas de succès face aux Aigles de Carthage de la Tunisie, les Léopards auront beaucoup de chances d'occuper la première place du classement. Pour consolider cette avancée, les Léopards doivent rester soudés. Le staff technique des Léopards dirigé par le sélectionneur principal, Jean Florent Ibenge, doit continuer sur la même lancée pour arriver au sommet africain.

Côte d'Ivoire : Kolo Touré effectue un stage en tant qu'entraîneur adjoint

Dans un communiqué, la Fédération ivoirienne a annoncé que l'ancien international Kolo Touré, actuellement libre, va effectuer un stage en tant que sélectionneur adjoint des Eléphants locaux et Olympiques. Le roc de 36 ans va tout de suite entrer dans le vif du sujet.

«Il a les qualités d'être un entraîneur et j'aimerais le voir un jour à la tête des Eléphants.» Après la CAN 2015, alors sélectionneur de la Côte d'Ivoire, Hervé Renard ne tarissait pas d'éloges sur son taulier Kolo Touré. Pour l'heure, difficile de savoir si le technicien français a été visionnaire, mais en tout cas le défenseur central de 36 ans prend le chemin de la carrière promise par son ancien coach.

Libre depuis la fin de son contrat avec le Celtic Glasgow, avec qui il pourrait rempiler, l'Ivoirien vient en effet de faire un premier pas vers une carrière d'entraîneur. «Le président de la Fédération Ivoirienne de Football (FIF) informe les clubs, le public sportifs et la presse que dans le cadre de sa formation au métier d'entraîneur, (...) le footballeur professionnel Kolo Touré, ex-international des



Eléphants de Côte d'Ivoire, démarre un stage pratique au sein des sélections nationales locale et Olympique de Côte d'Ivoire», annonce la Fédération ivoirienne dans un communiqué.

«Titulaire de la Licence UEFA B, il assistera le sélectionneur Kamara Ibrahim en qualité d'adjoint, lors des éliminatoires du CHAN 2018, tout en se préparant à la Licence UEFA A.» L'ancien défenseur d'Arsenal prendra donc place sur le banc dimanche face au Niger lors du dernier tour aller des éliminatoires du CHAN 2018.

LP/ATS

Le top 10 mondial

1. Brésil
2. Allemagne
3. Argentine
4. Suisse
5. Pologne
6. Portugal
7. Chili
8. Colombie
9. Belgique
10. France

Le top 20 africain

1. Egypte (25e)
2. RDC (28e)
3. Sénégal (31e)
4. Tunisie (34e)
5. Cameroun (35e)
6. Nigeria (38e)
7. Burkina Faso (47e)
8. Algérie (48e)
9. Ghana (50e)
10. Côte d'Ivoire (54e)
11. Maroc (60e)
12. Mali (65e)
13. Afrique du Sud (66e)
14. Guinée (66e)
15. Ouganda (73e)
16. Sierra Leone (76e)
17. Congo (81e)
18. Kenya (82e)
19. Libye (83e)
20. Mauritanie (86e)

Le Potentiel

Quotidien d'informations générales

FONDATEUR

Modeste Mutinga Mutuishayi
le 12 octobre 1982
Autorisation n° 04/00015/DI/82
Siège social :
873, av. du Bas-Congo
Kinshasa-Gombe
B.P. 11 338, Kinshasa I, RDC
E-mail :
lepotentiel@yahoo.com
www.lepotentielonline.com

DIRECTION GÉNÉRALE

ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ

Willy Kabwe
099 99 99 546

CONSEILLER TECHNIQUE

Ben-Clet Kankonde Dambu
081 525 09 89

RÉDACTION

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Faustin Kuediasala
081 904 17 63

RÉDACTEUR EN CHEF

Amédée Mwarabu K. 085 489 82 27
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Pitshou Mulumba 081 476 61 56

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

Richard Ngapi 081 685 05 14
St Augustin Kinienzi 081 515 86 44

POLITIQUE

Pitshou Mulumba 081 476 61 56
Médard Muyaya 081 069 11 22
Ludi Cardoso 081 302 64 40
Herve Ntumba 0823538803

ÉCONOMIE

Olivier Kaforo 081 525 45 55

SOCIÉTÉ & PROVINCES

Olivier Dioso 082 516 48 03
Véron Kongo 099 852 69 77
Donatien Ngandu M. 081 507 53 87
Florent N'Lunda 081 493 78 50
Lucie Ngusi 081 001 42 22

SPORTS

Armel Langanda 081 194 58 60

INTERNATIONAL

Cyprien Kapuku 097 047 77 70

CULTURE & NTIC

Bienvenu Ipan 089 827 34 11

COLLABORATEURS EXTERIEURS

Thembo Kash (Caricaturiste)
Robert Kongo (France)

RÉALISATION

METTEURS EN PAGE

José Kapwasa 081 324 96 68
Odon Modjiri 099 824 14 10

DOCUMENTATION

Delphin Bateko 081 223 73 93

LEPOTENTIELONLINE.COM

RÉDACTEUR EN CHEF

Stanislas Ntambwe 097 143 99 69

ADMINISTRATION & FINANCES

CHEF DE SERVICE

Albert Tshiambi 081 493 47 53

COMPTABLE

Kevin Twende 085 386 08 44

CAISSIÈRE

Colette Kankunku 0997 69 81 07

INTENDANT

Constantin Mpoyi 099 853 36 48

MARKETING & COMMERCIAL

CONSEILLER

Franck Lukusa 081 197 76 09

AGENTS COMMERCIAUX

John Rushimba 099 899 85 72
Paulin Nkongolo 085 395 42 26

IMPRIMERIE 7

CHEF DE SERVICE

Michaux Mulenda 082 930 3052

Édité par
Groupe de presse MEDIA 7



Astronaute de la NASA à Kinshasa

Robert Curbeam: « Observer la terre à partir de l'espace est une expérience merveilleuse »

Le capitaine de la Marine américaine, en retraite, s'est entretenu avec la Rédaction du Potentiel à laquelle il a retracé son parcours merveilleux.

BIENVENU IPAN

« Ce que j'aime au sujet de la terre, c'est que tous mes amis et toute ma famille sont sur la terre. Mais, s'il m'était donné de les emmener tous dans l'espace, je le ferais. Parce que c'est une expérience merveilleuse. Voir, observer la terre à partir de l'espace est une expérience merveilleuse et je souhaite que chacun et tout le monde puisse avoir. Vous allez voir un monde sans frontière, un monde en paix et c'est ce que je souhaite pour tout un chacun », a déclaré Robert Curbeam, astronaute de la NASA et capitaine de la Marine des Etats-Unis à la retraite. C'était au cours d'un entretien réalisé le lundi 7 août 2017 à American Corner de Limete, avec la Rédaction du journal Le Potentiel.

Il se dit « très honoré » de se retrouver sur la liste de ces premiers hommes qui ont marché sur la lune : « J'ai eu le plaisir de rencontrer notamment Hamstrom et Hoven, et je sens leur bravoure qui a inspiré toute une génération et moi-même compris. Alors, se retrouver sur la même liste que ces personnes-là, c'est



L'astronaute de la NASA et capitaine de la Marine américaine à la retraite (2^{ème} de g-d) pose avec des journalistes.

un grand honneur ».

Astronaute, Robert Curbeam l'est par hasard ou c'est par un simple rêve ? En réponse à cette question, le concerné répond : « Tout ce que je voulais vraiment faire, c'est au fait, créer, concevoir des navettes spatiales pour les autres. Mes héros à l'époque étaient des ingénieurs, des scientifiques, qui ont créé des navettes. Et je voulais, moi aussi, faire partie de leur équipe pour envoyer des gens sur la planète Mars. Et jusqu'à l'âge de 28 ans, je me suis rendu compte que je pouvais aussi être parmi ces personnes qui allaient dans l'espace. Ainsi, j'ai eu la chance d'avoir été sélectionné et je me suis lancé ».

Plusieurs critères de sélection entrent en ligne de

compte. C'est le cas notamment, à en croire Curbeam, d'avoir un diplôme d'Université dans le domaine technologique, et passer des examens médico-physiques. Ces examens prendront environ une semaine.

Mais comme c'est quelque chose de « très convoitée, il y a des milliers de présélectionnés en compétition. Et au finish, seul un petit nombre est sélectionné. Ce qui fait que les critères, les compétences des candidats doivent être bien au-delà de la moyenne ».

L'astronaute militaire a évoqué quelques faits qui ont marqué son parcours : « lorsque j'enseignais à l'Académie, je sentais que je pouvais influencer beaucoup de personnes en leur transférant mes

connaissances et compétences ».

PLUS DE 900 HEURES DANS L'ESPACE

Robert Curbeam est un astronaute de la NASA et un capitaine de la Marine des Etats-Unis à la retraite. Curbeam est un ancien de l'Ecole de pilotes d'essai et de l'Ecole d'armement de chasseurs (TOPGUN) de la marine. Curbeam est entré à la NASA en tant qu'astronaute militaire en 1994. A la NASA, il a exercé les fonctions de communicateur d'engin spatial responsable du relai de toutes les communications vocales entre le Centre de contrôle et les équipages à bord de la Navette Spatiale et de la Station Spatiale Internationale.

Au printemps 2002, il a occupé les fonctions d'administrateur associé adjoint pour la sécurité et la qualité des missions au quartier-général de la NASA, à Washington, D.C., en qualité de directeur de la sécurité, de la fiabilité et de l'assurance de qualité pour le programme Constellation et en tant que directeur adjoint des Opérations relatives aux équipages.

Curbeam est un vétéran de vols de navettes spatiales, ayant participé à trois missions: STS-85 en 1997, STS-98 en 2001 et STS-116 en 2006.

Vient de paraître : « Les langages de la guitare africaine »

« Les langages de la guitare africaine » est à la fois l'intitulé de l'ouvrage et du CD que vient de publier aux éditions Play-Music l'excellent guitariste français, Olivier Marchand, alias « Mahop ».

Le manuel fait plonger dans l'histoire de la musique africaine et l'écoute des différents styles de guitare qui ont émergé depuis les temps anciens (« Tango ya ba Wendo »). Le livre a également l'avantage de faire savourer les airs originaux de grands auteurs notamment nigériens, ghanéens, camerounais, congolais, mandingues...

Dans son livre et son CD, cette figure de proue de la littérature musicale africaine 2017 apporte l'éclairage sur la guitare électrique, cet instrument qui continue de rassembler les audiences africaines et occidentales. Les approches distinctives de la guitare à travers l'Afrique permettent d'apprécier la diversité musicale du continent ainsi que les grands changements apparus au cours du dernier siècle. Tout comme il fait le point sur la situation actuelle de la musique du continent.

Cet ouvrage emmènera les lecteurs au gré des chapitres vers différentes destinations musicales de l'Afrique subsaharienne et de la côte Ouest, faisant du même coup découvrir la richesse des principaux rythmes populaires ayant émergé depuis la fin de la période coloniale jusqu'à nos jours.

PARCOURS D'OLIVIER MARCHAND

Né à Paris, Olivier Marchand, dit « Mahop » traduit la mixité culturelle qu'il partage avec le Cameroun et l'Afrique depuis le début de sa carrière



musicale. Guitariste gaucher, fan de Jimi Hendrix et de Paul Mc McCartney, le blues et le rock l'attirent enfant vers la musique américaine et anglaise qu'il apprend en autodidacte. La découverte de Django Reinhardt et Charly Christian dans la discothèque familiale l'incite à étudier le jazz et suivre une formation musicale. Il rencontre en 1984 Tokoto Ashanty dont il devient le guitariste et chef d'orchestre.

Il transpose à la guitare les modes jeu de certains ins-

truments traditionnels (cora, balafon, mvet, ngon, likembe, etc) pour élargir son langage de guitariste et étudier les rythmes populaires de l'Afrique au contact des grands maîtres africains de la guitare.

Olivier «Mahop» a collaboré notamment avec Ousmane Kouyate, Koffi Olomide, Cheick Tidiane Seck, Kristo Numpuby, Bebe Manga, Pablo Master, Céli Bitshou (Ok Jazz), Queen Eteme, Lucky Zebila, Manuel Wandji, Papa Noel Nodule, Gasandji, Emilio Bissaya, Jackson Babingui, Richard Epesse, Paula Ajala King, Zao, Valérie Belinga, Emile Abossolo Mbo, les frères Makouaya, Sallè John, Zalyka, Georges Seba, Les jumeaux Masao, Dino Vangu, Diho Highman, Jean-Marie Bolanassa, Célia Johnson, etc...

STARUCONGO/LP

Accès aux réseaux sociaux : le ministre des PT-NTIC annonce la levée « progressive » de la limitation

« Il n'y a pas de raison de prolonger ou de maintenir la mesure de la limitation de la transmission des images et vidéos sur les réseaux sociaux puisqu'elle a été prise pour des raisons circonstancielles de sûreté publique », a fait savoir Emery Okundji au journal *Le Potentiel*.

PITSHOU MULUMBA

La mesure de restriction de diffusion des images sur les réseaux sociaux est en voie d'être levée. La connexion passe déjà complètement auprès de certains opérateurs. Ces précisions sont du ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles technologies de l'information et de la communication, Emery Okundji.

Joint au téléphone hier jeudi 10 août dans la soirée, le ministre confirme que tout est en voie de retour à la normale. « C'est en train d'être fait. Je fais une descente aujourd'hui chez Global, un des fournisseurs internet. J'ai posé la question, et ils m'ont rassuré que tout est déjà normal. La connexion est en train d'être rétablie progressivement », a-t-il indiqué.

Emery Okundji a profité pour faire savoir que la mesure elle-même, suivant la lettre de l'autorité de régulation, est provisoire, parce qu'elle portait des circonstances précises. « La mesure a été prise parce que les utilisateurs semblaient altérer la vérité, il y avait des usages abusifs, etc. », a-t-il souligné avant d'indiquer qu'il n'y a pas de

raison de prolonger ou de maintenir une telle mesure.

Pour rappel, lundi 7 août dans la soirée, l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo (ARPTC) a enjoint aux opérateurs des télécommunications de limiter la transmission des images et vidéos sur les réseaux sociaux. Une décision intervenue quelques heures après les violences entre les forces de sécurité et des personnes qualifiées d'adeptes de la secte Bundu dia Mayala. Ces violences ont fait 19 morts à Kinshasa et à Matadi (Kongo Central), selon le bilan revu de la police.

ENTRAVE AU DROIT À L'INFORMATION

« Il y a eu beaucoup d'images altérant la vérité et appelant à la violence qui circulaient dans les réseaux sociaux », argumente le ministre des PT-NTIC, pour justifier cette restriction d'accès.

Des réactions sur cette mesure ont fusé de partout. C'est notamment celle de l'Association des médias en ligne de la RDC (MILRDC). Elle a dénoncé la mesure limitant l'accès aux réseaux sociaux.

Dans un communiqué rendu public mardi 8 août, cette organisation qui vise à



Le ministre des PT-NTIC Emery Okundji. (Photo d'archives)

promouvoir la production et l'accès à l'information en ligne pour tous, estime que « cette limitation d'accès aux réseaux sociaux est une entrave au travail journalistique dans son ensemble et une privation de droits d'accès à l'information pour ses lecteurs basés en RDC ».

L'association réaffirme son attachement au respect de la Constitution et des droits humains qui garantissent le

droit à l'information, lit-on dans ce communiqué.

« Depuis mardi 8 août matin, les internautes ont du mal à accéder à Facebook, Twitter, Whatsapp, Instagram, Viber, Google+, Skype, Baidutieba, Pinterest, LinkedIn, Tagged, Badoo, Myspace, Youtube, Videos, Buzznet, MeetupSnapfish et Imo à partir de leurs mobiles », a déploré l'organisation des médias en ligne.

Confusion autour de manifestations d'une secte en RD Congo qui ont fait au moins 27 morts

(Suite de la page 10)

Le gouvernement congolais a même demandé aux compagnies de télécommunication de restreindre l'accès aux réseaux, dans une tentative apparente d'empêcher les gens de partager ou de publier des photos de villes vides à Kinshasa et dans d'autres villes ou la 'ville morte' a été respectée.

La volonté inattendue des autorités congolaises de ne pas empêcher les manifestations de lundi a suscité des allégations selon lesquelles le gouvernement aurait cherché à créer une situation qui entraînerait des restrictions encore plus fortes aux manifestations et à l'espace politique, ainsi que de nouveaux retards dans l'organisation des

élections. Selon une déclaration du porte-parole du leader d'opposition et candidat à la présidence Moïse Katumbi, les manifestations de lundi et les violences qui en ont découlé auraient été pensées par le gouvernement pour « faire régner le chaos » afin d'instaurer l'état d'urgence.

Un individu proche des forces de sécurité a affirmé à Human Rights Watch que les manifestations et les attaques de lundi n'étaient « que du théâtre ; l'objectif est de créer les chaos partout ». Il a allégué, bien que nous ne soyons pas en mesure de le confirmer, que des militaires s'étaient mêlés aux vrais partisans de BDK, et que les forces de sécurité avaient reçu pour ordre de laisser « libre

passage » aux manifestants. Il a déclaré que les autorités avaient l'intention d'utiliser le prétexte du mouvement BDK « pour créer une milice que le gouvernement pourra attaquer. Ce qu'ils ont fait avec les Kamuina Nsapu dans les Kasais, à présent ils le feront [au Kongo central] ». Il a également soutenu que « les officiers de police et les militaires qui ont été tués ou blessés n'avaient pas été informés de l'opération à l'avance ».

Au cours d'une cérémonie officielle à Kinshasa mercredi avec entre autres les ministres de la défense, de l'intérieur, et des communications, ainsi que l'administrateur général de l'agence nationale de renseignement (ANR), la police a présenté 31 suspects

des manifestations de lundi, qu'ils ont accusés d'avoir tenté un « coup d'État ». Le porte-parole de la police a aussi déclaré que 19 personnes avaient été tuées au cours des violences de lundi, et sept autres blessées.

Des enquêtes menées promptement et impartialement sont nécessaires pour déterminer qui est responsable des pertes de vies de lundi. La violence par les manifestants ou l'usage excessif de la force par les forces de sécurité ne devraient pas être tolérés, et les personnes responsables devraient être tenues de rendre des comptes comme il convient.

IDA SAWYER,
Directrice de HRW pour l'Afrique centrale

APOSTROPHE

Policier chauffard

BEN CLET



Un procès singulier devant le tribunal militaire de garnison de Kinshasa/Gombe. Selon la presse kinoise, le procès oppose le Ministère public à trois policiers de la commune de Kalamu ainsi qu'à un taximan. Les quatre individus sont accusés d'être à la base d'un accident de la circulation ayant causé la mort de deux filles le 10 juillet à Matonge.

Les faits. Ce dimanche-là, le taximan, comme d'habitude, croise sur sa trajectoire des policiers habitués, comme à l'accoutumée, à rançonner les chauffeurs en faisant semblant, avec tout le sérieux du monde, de réguler la circulation.

Deuxième souci : ces Docteurs ès tracasseries n'appartiennent pas à la Police de circulation routière. Le taximan, comme beaucoup de ses collègues, ne détient aucun document de bord. Pas même de permis de conduire.

« Une proie facile », se flattent les policiers qui s'imaginent déjà la hauteur de l'amende illégale à percevoir... sans quittance. Première mesure d'intimidation : confisquer le volant de la voiture. En réaction, l'anarchiste taximan tente de fuir. Peine perdue. L'un des policiers s'est déjà engouffré dans la voiture.

S'ensuit un duel épique pour le contrôle du volant. Sauf que, cette fois-ci, l'agent appuie sur... l'accélérateur au lieu du frein. Vroom ! Poum... poum ! Le policier-chauffard tamponne deux filles qui circulaient, insouciantes, sur le trottoir. L'altercation provoquée par l'agent du désordre s'achève dans le sang.

Voilà qui amène les trois emmerdeurs et le fraudeur devant le tribunal. Les deux camps ont tort. Gravement tort d'avoir, dans leur quête du gain facile, précipité la mort des innocents, afin d'assouvir leurs besoins primaires.